

Récits et contre-récits

ITINÉRAIRE DES FAUSSES INFORMATIONS EN LIGNE

JUIN 2021



**« Chacun a pu remarquer, au sujet
des opinions communes, que chacun
les subit et que personne ne les forme. (...)
Par ce jeu, il n'est point de folle conception
qui ne puisse quelque jour s'imposer à tous,
sans que personne pourtant l'ait jamais
formée de lui-même et par libre réflexion »**

ALAIN, *PROPOS SUR LES POUVOIRS*, 1985

PARTIE 1
DÉSILLUSION :
ABANDONNER
NOS CROYANCES SUR LA
CROYANCE

- 5** De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance
- 9** Les mécanismes à l'œuvre dans l'adhésion et la viralité des faits
- 11** Théories du complot, rumeurs, *fake news*, désinformation... petit lexique de la fausse nouvelle
- 13** Comment appréhender les discours complotistes ?
- 20** Fragmentation et affaissement des récits ?

PARTIE 2
SOUS LA LOUPE
NUMÉRIQUE :
DISSECTION DE LA
TRAJECTOIRE
DES FAUSSES
INFORMATIONS

- 26** Création : à l'origine des fausses informations
- 48** Diffusion : comment la désinformation se propage-t-elle en ligne ?
- 73** Impact : au-delà des effets politiques, des risques économiques
- 75** Vérification : une adaptation constante des méthodes

91 **LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES**

PARTIE 1

DÉSILLUSION: ABANDONNER NOS CROYANCES SUR LA CROYANCE

De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance

Comment un réseau comme celui du Web, créé par des universitaires dans un idéal de circulation des informations s'est-il détourné de l'utopie initiale ?

Une utopie communautaire ?

Créés dès la fin des années 1960, les réseaux numériques connaissent une maturation et une accélération à partir des années 1980 et 1990. La proposition de système distribué basé sur les liens hypertextes de Tim Berners-Lee donne naissance au *World Wide Web* en 1989 au sein du Conseil européen de la recherche nucléaire (CERN). Des communautés d'experts et d'amateurs passionnés émergent en France et en Europe (Thierry, 2012). Les réalisations techniques se font grâce à l'apparition d'une « communauté d'égaux » qui développe des outils sans toujours imaginer la finalité qu'ils ont actuellement (voir notamment le développement de la *webcam*).

Selon Patrice Flichy *« les informaticiens mettent des ordinateurs en réseau, pour pouvoir échanger entre eux, et le contenu même de leur dialogue concerne la construction de ce réseau. Un tel cercle vertueux n'est possible que parce que l'on est en dehors du monde ordinaire, celui de la société marchande où production et consommation sont totalement distinctes. Ces chercheurs ont pu non seulement produire une utopie, mais aussi la réaliser et la faire fonctionner au sein de leur propre monde »* (1999). Dans cette communauté horizontale, *« le statut de chacun repose essentiellement sur le mérite, évalué par les pairs qui vont tester, commenter, améliorer vos propositions. [...] L'information circule librement [au sein d'un écosystème restreint]. »* (Molénat, 2009).

Une nouvelle phase d'expansion de l'Internet a lieu à partir du milieu des années 1990 vers les entreprises et les particuliers (Rebillard, 2021). D'un côté, on parle d'âge d'or du projet utopique représenté par la déclaration d'indépendance du cyberspace et la création de l'*Electronic Frontier Foundation*. De l'autre, des groupes industriels trouvant *« l'espace insuffisamment défriché pour le grand public : contenus trop pointus et hétérogènes, en langue anglaise, etc. »* choisissent de développer leur propre offre de réseau et de contenus. Le régime d'interactivité se stabilise. L'utilisateur commence à trouver ses marques.

La bulle Internet du début des années 2000 force les entreprises du web à trouver un modèle économique : la vente d'espaces publicitaires ciblés et l'exploitation des données issues du trafic des internautes deviennent la norme (Zuboff, 2019). Cette nouvelle rentabilité des différentes activités permet d'accélérer la démocratisation des nouveaux services numériques.

Alors que *« pour une génération entière, Internet s'est ainsi donné à penser comme une force historique capable de démocratiser la liberté d'expression, de promouvoir la transparence des institutions, de s'édifier en bibliothèque universelle, de devenir un lieu d'échange de connaissances et de créativité à une échelle sans précédent »*, Félix Tréguer souligne dans son ouvrage *L'utopie déchuée : une contre-histoire d'Internet* que *« ce projet émancipateur a été tenu en échec. »* (2019)

Le web 2.0, où est la nétiquette ?

Petit à petit, dans les années 2000 la complexité de l'Internet s'amenuise pour l'utilisateur. Le coût d'entrée technique est relégué en arrière-plan. L'utilisateur peut naviguer, interagir, échanger et contribuer avec plus de simplicité. Les forums de discussion et les blogs se multiplient. Les premiers réseaux sociaux apparaissent.

Très vite, l'augmentation du nombre d'utilisateurs d'Internet, grâce aux nouvelles possibilités libres de coût, de production de contenus et d'accès à de nouveaux contenus, crée des externalités : surabondance d'informations, marchés dérégulés, transformation des *gatekeepers* (Badouard, 2016), centralisation du trafic autour d'un petit nombre d'entreprises qui gère la médiation des contenus publiés sur Internet ainsi que leur accès à travers des algorithmes souvent inintelligibles, répondant à des objectifs économiques clairs (Wu, 2010).

Bien éloigné de l'idéal de la communauté d'origine, le web 2.0 modifie les normes préexistantes de circulation et d'expression dans l'espace public. Les médias ayant pignon sur rue et la communication officielle ne sont plus les seules paroles à être diffusées. Pour certains, la transparence en ligne s'accompagne d'un paradoxe : l'accroissement de l'échantillon de représentations du réel développe en contrepartie davantage de matière pour trouver des coïncidences et développer des récits alternatifs (Bronner, 2013).

La fragmentation de l'espace public force-t-elle la redéfinition des chaînes de confiance ?

Tous producteurs de contenus, tous consommateurs : l'espace public numérique se fragmente. *« Pour ces "web d'opinion" ou ces blogs spécialisés, on trouve au sein de leurs sous-communautés la même polarisation que sur quelques sites. Dans ce domaine qui est évidemment l'aspect le plus novateur d'Internet, la faiblesse des liens de ces sites avec d'autres secteurs de l'opinion peut constituer un vrai risque de balkanisation de l'espace public, de communautarisation de l'opinion »* (Flichy, 2008).

Réunis dans des bulles d'information communautaires, les individus peuvent vite se voir enfermés, surtout en l'absence de garde-fous. La délégation des pouvoirs de médiation de l'information aux plateformes et leurs luttes sur le terrain juridique contre toute réglementation contraignante participe au renforcement du système de la désinformation (voir partie 2, [Les réseaux sociaux : clés de voûte de la désinformation ?](#)). Les institutions garantes de la crédibilité d'une information ne seraient alors plus les médias ou les pouvoirs publics, mais des institutions algorithmiques privées.

Outre la circulation de fausses informations, la mutation des espaces publics numériques pourrait avoir des répercussions sociétales plus profondes, en particulier ce que Marie Peltier qualifie de *« crise de la transmission »*. *« Avec le Web, c'est à la fois un rapport aux sources problématique et une libération de la parole qui ont été vecteurs d'une transmission à bien des égards biaisée et apersonnelle »* (Peltier, 2021). Pour une génération — et de nombreuses à venir —, la principale source d'information est donc cette toile immense de contenu infini et sans hiérarchisation. *« Au-delà de la quantité inédite de "matière" et de son accessibilité, cette révolution a profondément ébranlé le lien au savoir et à la fiabilité des sources d'information. »* (Peltier, 2021).

Face aux diverses ressources déployées par les géants du web pour augmenter leur collecte de données (Zuboff, 2018), l'utilisateur, confronté à une information, doute, se demande s'il peut faire confiance. *« Qui devons-nous croire ? Qui s'exprime ? À quelles fins ? Qu'est-ce qui, dans ce grand amas mouvant, est véritable information, tromperie commerciale, esquivé ou instrumentalisation idéologique ? La personne qui me parle détient-elle l'expertise dont elle se revendique ? Toutes les analyses proposées se valent-elles ? »* (Peltier, 2021). Pour les individus, la fiabilité de l'information dépend alors moins de la fiabilité de la source

que de la personne qui la relaie. Les circuits de confiance auraient donc eux aussi été transformés.

Internet ouvre un nouveau champ pour les leaders d'opinion et les figures charismatiques. Il existe des récepteurs pour les discours et les contre-discours et le web permettrait de créer et d'accéder à ces différentes arènes. Dans ce tumulte idéologique, « *ce ne sont pas simplement des avis divergents qui s'expriment mais bien des manières différentes de faire sens avec le monde* » (Carbou, 2015).

RÉFÉRENCES

- Cerruzzi, P. E., Thierry, B., Griset, P., Schafer, V., et Rebillard, F. (2012). Histoire de l'Internet, l'Internet dans l'histoire, *Le temps des médias*, (18). 280.
- Flichy, P. (1999). Internet ou la communauté scientifique idéale, *Réseaux*, (97), 77-120.
- Molénat, X. (2009). La force de l'utopie, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, 17(12), 1-1.
- Zuboff, S. (2019). *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, PublicAffairs.
- Treguer, F. (2019). *L'utopie déçue: une contre-histoire d'Internet XV^e-XXI^e siècle*. Fayard.
- Badouard, R. (2017). *Le désenchantement de l'Internet: désinformation, rumeur et propagande*. FYP Editions.
- Wu, T. (2010). *The Master Switch: The Rise and Fall of Information Empires*. Vintage, 384.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. PUF, 360.
- Flichy, P. (2008). Internet et le débat démocratique. *Réseaux*, (150), 159-185.
- Morozov, E. Les vrais responsables des fausses nouvelles. *Silicon circus. Les blogs du Diplo*, 13 janvier 2017.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme, la maladie d'une société fracturée*. Les petits matins, 144.
- Carbou, G. (2015). Des contre-discours aux contre-mondes: l'exemple des commentaires d'internautes autour de l'accident de Fukushima. *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, (39), 1-18.

Les mécanismes à l'œuvre dans l'adhésion et la viralité des faits

Qu'ils soient involontaires comme les biais, ou fabriqués, comme les algorithmes de référencement, ces mécanismes font qu'une information donnée ne s'inscrira pas dans le même système de valeur d'un individu à l'autre. Ainsi, un même événement peut avoir diverses interprétations. Voici quelques exemples (non exhaustifs) :

HUMAIN

Les deux systèmes de pensée: Daniel Kahneman (2011) a expliqué que notre cerveau a deux manières de penser. D'un côté, un système intuitif (ou système 1) qui permet la prise de décisions rapides en faisant appel à la mémoire et à nos expériences. De l'autre, un système analytique (ou système 2), issu d'une intention volontaire du sujet et nécessitant des efforts cognitifs importants, qui permet d'effectuer des raisonnements par inférence logique.

Homophilie: la propension d'un individu à débattre avec des gens de même opinion que lui.

La pensée sociale: la pensée de la vie quotidienne (entendue au café, lue sur les réseaux sociaux ou dans la presse, etc.). Il ne s'agit pas d'une pensée scientifique ou rationnelle mais d'une pensée qui suit sa propre logique relative à l'insertion sociale des individus qui l'expriment. Elle peut servir à raisonner rapidement. (Delouée, 2015)

Effet Dunning Kruger: les personnes les moins compétentes tendent à surestimer leurs connaissances d'un sujet. En revanche, plus un individu est véritablement expert, plus il remettra en question ses croyances. Cet effet est à nuancer en fonction du genre de l'individu et de sa culture d'appartenance.

Biais du point aveugle: il s'agit de « surestimer notre objectivité, notre rationalité et surtout notre capacité à résister à tous les biais de raisonnement que les psychologues ont identifiés » (Pronin, 2004 cité par Ripoll, 2020).

Biais de confirmation: cela « consiste à systématiquement chercher des informations, voire provoquer des événements ou se rappeler sélectivement d'informations qui sont compatibles avec nos hypothèses ou nos croyances » (Ripoll, 2020).

Effet de dévoilement: « il s'agit de donner une cohérence à des faits qui n'en avaient pas jusque-là » (Bronner, 2013).

MACHINE

Algorithmes de référencement: il existe plusieurs types d'algorithmes de référencement, qui varient en fonction de l'objectif des plateformes (voir partie 2, « Les réseaux sociaux: clé de voûte de la désinformation ? »). Les algorithmes de recommandation facilitent la recherche et l'extraction des informations pertinentes pour l'utilisateur. Lorsqu'un système veut proposer des informations intéressantes pour l'utilisateur, il doit être en mesure d'en prédire la pertinence et l'intérêt (CSA, 2019).

Bulle de filtre: mécanisme de filtrage de l'information parvenant à un usager d'Internet qui résulte de la personnalisation des contenus en ligne et auraient des conséquences sur la diversité des informations reçues par les internautes. (Pariser, 2011).

Amplification inauthentique: l'amplification d'une information, d'un contenu sur Internet peut relever d'une stratégie concrète d'un acteur ou d'un groupe d'acteur dans le but d'augmenter le volume du trafic ou la visibilité d'une tendance. Elle est dite inauthentique lorsqu'elle est l'affaire de bots et/ou de faux comptes ou de comptes hybrides (homme-machine). Les plateformes ont instauré différents garde-fous pour lutter contre ces pratiques qui peuvent « *déformer le débat démocratique en permettant à des petits groupes d'apparaître démesurément forts et influents* » (Nimmo, in, Marangé et Quessard, 2021).

RÉFÉRENCES

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Delouée, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. <i>Diogène</i>, (1), 88-98.- Ripoll, T. (2020). Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances. Sciences Humaines.- Bronner, G. (2013). La démocratie des crédules. | <ul style="list-style-type: none">Presses universitaires de France.- CSA, « Terminologies autour des algorithmes de recommandation des plateformes de contenus numériques », 12 novembre 2019. [Consulté en ligne le 11 mai 2021]- Pariser, E. (2011). <i>The Filter Bubble: What the Internet is</i> | <ul style="list-style-type: none"><i>Hiding from You</i>, Penguin Press.- Nimmo, B. (2021). « Chapitre 3: Les techniques d'amplification sur les réseaux sociaux ». in, Marangé, C. et Quessard, M. (dir), <i>Les guerres de l'information à l'ère numérique</i>, Presses universitaires de France. |
|--|---|--|

Théories du complot, rumeurs, fake news, désinformation... petit lexique de la fausse nouvelle

Si les termes de « théories du complot », « rumeurs » et « fake news » peuvent être regroupés sous l'expression de « fausses informations », chacun pris individuellement n'emporte pas la même signification.

Pour le psychosociologue Sylvain Delouée, que nous avons rencontré dans le cadre de la préparation de ce dossier (Retranscription de l'entretien à venir), il faut faire la distinction entre théories du complot, rumeurs et fake news :

« Les **théories du complot** sont des récits, des histoires, qui visent à expliquer le monde, un événement ou des événements, en considérant que sa cause est due à un petit groupe qui agit dans l'ombre. J'insiste sur la notion d'histoire, car il s'agit d'un récit qui va être véhiculé de manière orale, ou aujourd'hui par les réseaux sociaux numériques. Ce récit n'est donc pas figé et il se transforme à chaque transmission. » Le complotisme ne doit pas être confondu avec le fait de faire preuve d'esprit critique. Le doute sur un événement est légitime et sain en démocratie. Le conspirationnisme se distingue par sa dimension systématique — il s'agit d'une réelle clé de lecture de l'ensemble des événements — et par sa dimension causale — il n'y a pas de hasard et les événements sont le fruit d'acteurs puissants et secrets qui agissent intentionnellement de façon souterraine. À cela s'ajoute un processus de catégorisation sociale : la rhétorique complotiste permet de placer les individus dans un groupe (« nous » et « eux »).

« Les **rumeurs** sont également des récits explicatifs visant à comprendre un événement ou plusieurs événements, sans incriminer un groupe spécifique. Il s'agit par exemple des peurs collectives qui sont liées à l'émergence de nouvelles technologies. C'était le cas avec le micro-ondes, certains disaient qu'il fallait sortir le plat, s'éloigner d'un mètre et attendre une minute que les ondes retombent. C'est un phénomène très ancien qui existait déjà avec le train à vapeur. Des rumeurs ont circulé disant que la vitesse était tellement rapide que les organes allaient bouger à l'intérieur du corps et qu'on allait mourir. »

« Les **fake news** sont des fausses informations créées à dessein. On parle de fake news lorsqu'un gouvernement, un groupe, un individu va manipuler ou transmettre des fausses informations dans une démarche de propagande ou de manipulation de l'information. » L'exemple le plus emblématique

est celui de Donald J. Trump qui a fréquemment eu recours à ce terme pour disqualifier ses adversaires.

Il faut aussi distinguer, « désinformation » et « mésinformation ». La **désinformation**, d'une part, consiste en la publication d'une fausse information dans l'intention de nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays. En revanche, la **mésinformation**, d'autre part, est accidentelle. Il s'agit de la publication d'une fausse information, sans intention de nuire (Wardle & Derakhshan, 2017). On peut aussi identifier la **malinformation** qui se base sur des faits véridiques pour nuire, par exemple en révélant des informations personnelles sur une personne, comme cela avait été le cas avec les *Macron Leaks* en 2017. Enfin, la **non-information** consiste à propager des informations superflues et non pertinentes pour couvrir, cacher ou obscurcir des informations réelles, importantes pour le public (Park et al., 2020).

RÉFÉRENCES

- | | | |
|--|--|--|
| – Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy | making. <i>Council of Europe report</i> , 27, 1-107. | News: A Bibliographic Perspective. <i>Defence Strategic Communications</i> , 8 (Spring 2020), 141-172. |
| | – Park, A., Montecchi, M., Plangger, K., & Pitt, L. (2020). Understanding Fake | |

Comment appréhender les discours complotistes ?

L'origine du mot « complot » est aussi obscure que ce qu'il désigne aujourd'hui. *Larousse, Robert*, même le *Dictionnaire* de l'Académie française parlent d'une « *étymologie inconnue* ». *Littré*, de son côté, évoque un possible lien avec le terme anglais « *plot* » qui désignait initialement un « *morceau de terre* » avant de prendre la signification figurée de « *plan* » voire d'« *intrigue* ». Cependant, le dictionnaire reconnaît que « *la transition de sens [lui] échappe* ». Le *Trésor de la langue française* rappelle que le mot a aussi pu signifier une « *foule compacte* » au XII^e siècle, ce qui aurait pu se transformer ensuite en un accord passé entre les membres de cette foule. Enfin, dans le *Dictionnaire historique de la langue française*, Alain Rey rapporte les travaux de Pierre Guiraud pour qui le mot « complot » a affaire avec la pelote, « *primitivement constituée d'une boule de cordelettes très serrées recouverte de peau* ». Ce terme recouvre ainsi trois caractéristiques du complot : l'assemblage de plusieurs éléments, de façon serrée et recouverte, possiblement pour être cachés (Dewaele, 2017).

L'étymologie du mot « *conspiration* » est quant à elle plus claire. Du latin, « *con spirare* », respirer avec, être animé du même esprit, il désigne un accord profond entre des conspirateurs. Mais ce terme désigne initialement une volonté conjointe de servir, et non de nuire. Le terme revêt aujourd'hui une connotation négative : la conspiration est dirigée contre un groupe ou un individu.

À chaque événement particulièrement marquant de l'actualité, ces termes, qui ont donné « *complotisme* » et « *conspirationnisme* » (que nous utiliserons de façon interchangeable), deviennent omniprésents, dénonçant la tendance de certains individus à voir derrière ces actualités l'action cachée de groupes puissants et mal intentionnés. Mais ces discours peuvent nourrir le sentiment d'une certaine condescendance voire infantilisation dans le traitement des complotistes et de leurs théories. Ce qui interroge sur le fait de savoir si, comme le résume Anne-Cécile Robert dans *Dernières nouvelles du mensonge*, « *[l]e récit dominant sur le mensonge n'est pas exempt d'une forme de mépris de classe* ».

QUESTIONNONS-NOUS

- De quoi le complotisme est-il le symptôme ?
- En quoi complotisme et militantisme se rejoignent-ils ?
- Le complotisme est-il un appel à plus de démocratie ?

L'anti-complotisme serait-il une « *nouvelle forme d'oppression symbolique* » ? Pour quels effets ?

L'anti-conspirationnisme peut prendre plusieurs formes: le *fact checking* de fausses informations mentionnées par les théories complotistes, le *debunking* des arguments qui y sont mobilisés, l'analyse du parcours des théoriciens du complot ou encore l'étude des voies de financement des groupes conspirationnistes.

La crise sanitaire a fourni une nouvelle occasion de constater le recours à ce discours anti-conspirationniste face à la montée de fausses informations, sans pour autant en tarir le flux. Comment cela pourrait-il s'expliquer ? Tout d'abord, le fonctionnement du conspirationnisme empêcherait intrinsèquement d'y apporter une contradiction factuelle. Ces théories se caractérisent par le « primat de la conclusion » : « *le complotiste part de la conclusion et interprète tous les faits à l'aune de cette conclusion* » (Delouvée, 2015). De ce fait, adopter une démarche scientifique partant d'hypothèses confrontées aux faits pour aboutir à une conclusion ne serait ici pas envisageable. De plus, le complotisme se nourrirait d'un imaginaire binaire: le système d'un côté et les complotistes de l'autre, qui ne se définissent évidemment pas comme tels, préférant des qualificatifs comme « *truthers* » (détenteurs de la vérité), « lanceurs d'alerte », voire « militants ». Le syndrome du savant, et la prétention à « rétablir » la vérité qui l'accompagne, recréerait donc cette dichotomie entre « eux » et « nous » qui alimente le complotisme (Ripoll, 2020). Dans son ouvrage *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*, Marie Peltier qualifie même l'anti-complotisme de « *nouvelle forme d'oppression symbolique* » (voir partie 2, [encadré « Marie Peltier »](#)) : « *Comment ne pas craindre qu'à trop le fustiger nous ne faisons que renforcer un système de pensée reposant sur la binarité et l'exclusion de toute dialectique ?* » L'historienne nous invite ainsi à renoncer à toute posture de « *“monopole” du savoir, de la vertu, de la chose publique, du pouvoir et du savoir-faire* » (Peltier, 2021).

Enfin, isoler et pointer du doigt la pensée complotiste pourrait compliquer encore davantage pour l'adepte le processus de renoncement à ses croyances. La disqualification de la parole conspirationniste dans l'espace public se traduit aussi par une disqualification sociale qui pousse à créer de nouveaux espaces de discussion, notamment en ligne, comme l'explique Julien Giry, politologue à l'université de Tours : « *Pour les personnes qui ont vécu un processus de désaffiliation sociale qui peut aller très loin, jusqu'au divorce, à la dissolution d'amitiés ou au licenciement, tous ces nouveaux liens vont permettre de retrouver, au-delà même de la croyance, un réseau de*

sociabilité qui rend très difficile de sortir de la croyance car cela entraînerait une deuxième désaffiliation sociale, peut-être même encore plus douloureuse que la première.» (Entretien publié le 04 juin 2021)

À l'inverse, Rudy Reichstadt, fondateur du site *Conspiracy Watch* regrette cette posture paralysante qui décourage à toute action envers le conspirationniste, voire accuse la lutte contre ces phénomènes d'alimenter le complotisme: *«Le complotisme a une dynamique propre. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les statistiques de fréquentation des sites complotistes: en cumulé, ce sont des millions de vues par mois. Chez Conspiracy Watch, alors même que le site n'a jamais été aussi fréquenté, nous sommes actuellement à un peu plus de 100 000 visites par mois.»* Il importe aussi de rééquilibrer notre approche de ces groupes et de rappeler les stratégies qu'ils mettent en œuvre face à leurs opposants: *«Nous [Conspiracy Watch] formulons une critique factuelle du phénomène. Nous ne sommes pas dans la diffamation et la calomnie. Il faut voir à l'inverse la violence des réactions que suscite notre travail! En face, ce sont des cyber-attaques, des «procédures bâillons» sous la forme de plaintes en diffamation à notre encontre, des injures sur les réseaux sociaux, des messages d'intimidation, voire de menaces de mort, et jusqu'à une manifestation au pied de notre siège social.»* (Entretien publié le 11 juin 2021)

Enfin, il faut souligner que ces sites et comptes anti-conspirationnistes, qu'ils participent au *fact checking* ou au *debunking*, ne visent pas uniquement les complotistes, mais plus largement les personnes en phase de doute ou l'entourage de proches tombés dans ce mode de pensée. Sylvain Cavalier, YouTubeur sur la chaîne Debunker des Étoiles, souligne ainsi que *«le fact checking et le debunking vont particulièrement aider les gens qui sont dans le doute, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas intéressés habituellement par les contenus complotistes, mais qui y ont été exposés. Ce sont des personnes dans une démarche honnête et que l'on peut interpeller.»* (Retranscription de l'entretien à venir) De la même façon, *«les mécanismes de certification et le fact checking vont donner des armes, un catalogue d'arguments aux proches de victimes»* qui se sentent désarmés face aux complotistes qui avancent des détails très précis pour étayer leurs théories. Rudy Reichstadt partage cette ambition de *«rattraper par la manche des gens qui pourraient être séduits par ces arguments»*, ce qui peut arriver à n'importe qui étant donné les biais cognitifs inhérents à l'être humain et la mise en avant de ces contenus par les plateformes numériques, notamment les réseaux sociaux. Pour le fondateur de *Conspiracy Watch*, *«il s'agit de dire "attention, voilà ce qu'on vous dit sur les sites complotistes, voilà la théorie mise en avant et voilà ses limites: jugez-en vous-mêmes"»*.

Contrairement au complotisme qui véhicule un très grand pessimisme, nous faisons le pari de la raison, de la capacité des gens à réfléchir.»

Dénoncer pour ne pas questionner ?

En dehors du fait que la rhétorique anti-complotiste pourrait être source d'effets pervers non négligeables, certains pointent les limites qu'il y aurait à se contenter de viser uniquement les arguments et la propagation du discours conspirationniste, sans s'intéresser à ses causes. À l'inverse, il s'agirait de ne pas prendre le problème uniquement par un angle restreint et de rappeler que le complotisme naît aussi d'une méfiance envers les pouvoirs publics. Car, comme le résume le sociologue Michel Wieviorka, une difficulté supplémentaire survient : *« la parole politique, par exemple, est elle-même si souvent décevante, cynique, fallacieuse, indigente, désespérante même, qu'il n'est pas aberrant de se tourner vers d'autres références. »* Et d'ajouter que *« le complotisme apporte des perspectives qui se présentent sous la forme de la rationalité, ce qui exerce une certaine séduction. »* (Wieviorka, 2017) Le complotisme apparaît ainsi aussi comme étant le symptôme d'une rupture et d'un rejet *« d'un "système" désormais défini comme intrinsèquement mensonger et traitant avec dédain l'interpellation citoyenne. »* (Peltier, 2021)

Crise de confiance, crise économique, crise sociale : le complotisme est-il le symptôme d'un corps social en souffrance ?

Le conspirationnisme peut être interprété par d'autres comme le symptôme d'une crise de confiance envers *« tout ce qui pourrait sembler légitimer une forme de domination d'une "élite" sur le reste de la population, qu'il s'agisse du savoir scientifique, de l'expertise ou du pouvoir politique ou médiatique. »* (Senik, 2020) En 2019, le « baromètre de la confiance politique » du CEVIPOF a été rebaptisé « baromètre de la défiance » en raison de ses résultats : 74 % des Français sondés estiment que les responsables politiques sont *« plutôt corrompus »* et seuls 28 % indiquent faire confiance au président de la République, 25 % aux médias et 12 % aux partis politiques. En conséquence, le savoir autorisé par les institutions est délégitimé, laissant la place à un doute généralisé au sein de la société : *« qui dispose de l'autorité pour distinguer une ânerie d'une idée sensée, la bêtise de l'intelligence ? Quelles sont les références qui permettraient de départager les unes des autres ou, au moins, d'organiser une confrontation permettant de clarifier la discussion ? »* (Robert, 2021). Ce rejet du discours institutionnel et ce soupçon généralisé de trahison des élites irriguent les mobilisations populaires. Dans un contexte de

perte de repères plus traditionnels, les réseaux sociaux et les théories du complot peuvent paraître plus fiables.

Le complotisme peut aussi apporter une réponse simple et rassurante face à des situations économiques, politiques et sociales, nationales et internationales, rendues difficiles à comprendre et qui peuvent se traduire par des situations inégalitaires vécues comme injustes : *« Dans sa nature même, le complotisme correspond à une réaction très humaine, s'esquissant comme une tentative de compréhension de réalités qui nous échappent. Il peut séduire surtout dans les contextes d'injustice et d'oppression propices à vouloir identifier des coupables, une logique cachée, voire des boucs émissaires »* (Peltier, 2021). Ce sentiment d'injustice naîtrait notamment de l'écart entre le discours universaliste et la réalité vécue, voire subie, par un nombre grandissant de personnes, qui nourrit une logique de double standard voire de mensonge, résumée par l'expression *« deux poids, deux mesures »* très employée par les complotistes.

Enfin, la rumeur pourrait permettre de renforcer ou de recréer un lien social : *« La diffusion de rumeurs ou de croyances conspirationnistes permettrait de créer et de renforcer les liens sociaux à l'intérieur d'un groupe. La transmission de rumeurs servirait même à transmettre les normes et valeurs dans un groupe social [...]. Dès lors, l'individu refusant de transmettre certaines croyances renvoyant à des théories du complot ou à des rumeurs pourrait même se voir stigmatisé ou exclu de son groupe d'appartenance. »* (Delouvée, 2015) La croissance du nombre de personnes souffrant d'isolement social en France — plus de 7 millions en 2020 selon le Crédoc, soit 3 millions de plus qu'en 2010 — pourrait donc faire partie des facteurs explicatifs.

Le complotisme serait-il une demande de démocratie ?

Le complotisme pourrait être appréhendé sous un nouvel angle : celui d'un mouvement politique composé de militants. Comme le suggère Julien Giry : *« Je suis convaincu que le complotisme est une forme de politisation, voire de proto-politisation car les propositions alternatives sont en fait peu nombreuses. Le complotisme se nourrit en partie de dysfonctionnements démocratiques réels. Les anti-complotistes s'opposent frontalement parce qu'ils ont aussi une vision "naturalisée", voire aristocratique, de l'ordre social tel qu'il est établi. La défiance est délégitimée a priori, elle est irrationnelle, voire même pathologique, pour les partisans de cette vision de l'ordre social. Pourtant, force est de reconnaître qu'il y a des phénomènes qui gangrènent l'espace public, comme le chômage de masse, la mal-représentation et la confiscation du*

pouvoir par une certaine élite sociopolitique, etc., qui rendent la contestation légitime. La sociologie politique l'a montré depuis assez longtemps. Sans remonter jusqu'à Robert Michels et à ses travaux sur la loi d'airain de l'oligarchie dans les années 1920, on peut citer les travaux d'Alain Garrigou sur Sciences Po et l'ENA, ceux de Pierre Bourdieu ou encore de Nicolas Hubé qui montrent comment certaines catégories populaires sont exclues du champ du pouvoir, non pas du fait d'un complot ou d'une volonté organisée, mais en raison de structures sociales établies. Or, la surinformation actuelle de la population lui rend intolérable des phénomènes qui préexistaient.» (Entretien publié le 04 juin 2021)

À l'instar d'un mouvement politique, le complotisme se compose de militants qui prennent le temps de s'informer et de se former, notamment en ligne, qui constituent des groupes pour coordonner leurs actions et qui formulent un projet de société alternatif. On retrouve ainsi les ingrédients du « mouvement social » tel que défini par Erik Neveu, soit: *« un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause" »* (2005).

La montée du conspirationnisme pourrait donc paradoxalement être envisagée comme une demande d'un renouvellement démocratique vers une meilleure prise en compte et écoute de la société civile par les pouvoirs publics, un assainissement des pratiques politiques, institutionnelles et médiatiques et davantage de cohérence entre les discours politiques et la réalité vécue par de nombreux citoyens. De fait, le conspirationnisme serait une interpellation des institutions quant à leur parole et les inviterait à faire leur propre introspection (Peltier, 2021).

De son côté, Rudy Reichstadt rappelle toutefois que *« quand on s'intéresse aux gens qui croient aux théories du complot, on observe plutôt l'inverse: plus on adhère à ce genre de théories, moins le fait de vivre en démocratie semble important à leurs yeux »*, ce qui va à l'encontre d'une conception du complotisme comme une recherche maladroite de la vérité ou un doute raisonnable sur la société contemporaine. Derrière ce doute, se cacheraient en réalité des idéologies fortes qu'il ne faut pas minimiser. Le complotisme peut être un outil d'une forme de guerre informationnelle, comme on le voit par exemple avec des médias comme *Russia Today* financé par le Kremlin. De fait, pour R. Reichstadt, le complotisme serait plutôt *« une négation de la démocratie »* et créditer les complotistes d'une demande de démocratie reviendrait à *« prendre leur habillage idéologique pour argent comptant. »* (Entretien publié le 11 juin 2021)

RÉFÉRENCES

- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Delouvé, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme : la maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Wieviorka, M. (2017). Face à la « postvérité » et au « complotisme ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, (8), 81-96.
- Senik, C. (2020). *Crises de confiance ?*. Paris: La Découverte.
- CEVIPOF (2019). 2009-2019: la crise de la confiance politique. *Baromètre de la confiance politique*.
- CRÉDOC. 10 ans d'observation de l'isolement relationnel: un phénomène en forte progression. *Les solitudes en France — édition 2020. Étude pour la Fondation de France*.
- Neveu, É. (2005). I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?. *Repères*, 4, 5-26.

Fragmentation et affaissement des récits ?

En 1966, dans *L'Analyse structurale des récits*, Roland Barthes rendait compte des variétés de récits existantes : *« Innombrables sont les récits du monde. C'est d'abord une variété prodigieuse de genre, eux-mêmes distribués entre des substances différentes, comme si toute une matière était bonne à l'homme pour lui confier ses récits : [...] il est présent dans le mythe, la légende, la fable, le conte la nouvelle, l'épopée, l'histoire, la tragédie, le drame, la comédie, la pantomime, le tableau peint, le vitrail, le cinéma, les comics, le fait divers, la conversation. De plus, sous ces formes presque infinies, le récit est présent dans tous les temps, dans toutes les sociétés; le récit commence avec l'histoire même de l'humanité; il n'y a pas, il n'y a jamais eu nulle part aucun peuple sans récit [...] : le récit se moque de la bonne ou la mauvaise littérature : international, transhistorique, transculturel le récit est là, comme la vie. »*

Une remise en cause des autorités institutionnelles qui performant le récit ?

Le récit revêt plusieurs fonctions. Doris Lessing expliquait lors d'un congrès en 1998 que *« nous apprécions le récit parce que sa structure habite notre cerveau. Notre cerveau est façonné par le narratif »*. De ce fait, il répond au besoin social de construction de la réalité. Il permet d'institutionnaliser la réalité objective et de la légitimer. D'après Gérard Leclerc, dans toutes les sociétés, la vérité est une représentation performative d'un discours social qui porte une forme d'évidence. Pour ce faire, chacun doit identifier l'autorité institutionnelle sur laquelle il appuie l'autorité énonciative (1999).

Si les récits reflètent nos normes, nos valeurs, notre socle commun, ils sont aussi révélateurs des crises qui traversent l'espace social. Les récits contradictoires, alternatifs, révisionnistes ou relativistes pourraient témoigner en creux d'une crise de l'opinion publique (voir partie 1, [Dénoncer n'est pas questionner](#)). Un retour historique à travers la Réforme protestante et le mouvement des Lumières permet de mieux appréhender le phénomène interne au monde occidental que nous cherchons à éclairer : faut-il que l'information soit décryptée par un tiers ou chacun peut-il lire sans être guidé ? Le refus des institutions légitimisantes (Églises, États, médias...) aurait progressivement touché d'autres institutions garantes de nos savoirs communs telles que l'université. Dès lors, les faits véhiculés par les récits de ces institutions sont eux aussi fragilisés : le socle commun vacille ainsi que la confiance. Or comme le rappelait Bernard Stiegler, toute société suppose *« un crédit que s'accorde le groupe social »*, un *« gage de confiance mutuelle »*.

primordiale sans lequel aucun échange ne peut s'instaurer durablement, ni entre les membres de la société, ni entre les générations» (2020).

La montée des récits alternatifs...

... face à des discours officiels vus comme corsetés

La fin du XX^e siècle est marquée par l'effondrement de grands récits collectifs structurants: le discours religieux d'un côté, avec la sécularisation et la laïcisation de nos sociétés, et le discours idéologique de l'autre, avec la fin de la Guerre froide et de la matrice communistes/anticommunistes. L'effondrement de ces récits communs, *«qui, encore récemment, contenaient notre irrépressible propension à croire à tout et à n'importe quoi»* (Ripoll, 2018), laisserait donc un vide, que les récits alternatifs auraient permis de combler. Pour autant, beaucoup de récits, mythes et histoires contemporains qui essaient dans la culture populaire reprennent des éléments mythiques originels, tels que la figure de l'élu ou du sauveur. Le changement se situerait plutôt au niveau des institutions qui donnaient du sens et une forme d'autorité (au sens de Max Weber) aux récits véhiculés en les légitimant et qui ont perdu de leur superbe. Pour Rudy Reichstadt *«le complotisme a une fonction de réenchantement du monde, pour reprendre une expression de Peter Berger, à un moment où les grands récits idéologiques et religieux sont largement affaiblis, avec des effets positifs d'ailleurs, mais aussi des conséquences négatives. En particulier, leur perte de dynamisme a libéré un espace pour tout un tas de croyances alternatives.»* ([Entretien](#) publié le 11 juin 2021)

Cet argument d'une disparition des idéologies dominantes est néanmoins relativisé par certains auteurs. Claude Lefort parle ainsi d'«idéologies invisibles» pour qualifier des idéologies qui se nient *«comme pensée pour prétendre simplement exprimer le réel, hors de toute appréciation morale ou politique.»* (1994). Ces arguments, présentés comme ne revêtant pas de coloration politique, pourraient ainsi prendre la forme de «vérités officielles». Pour Anne-Cécile Robert, *«Toutes ces vérités officielles ont construit un nouveau régime de mensonge, car en devenant "officielle" une vérité se sépare à la fois du débat et du réel. Elle se fige, et il ne reste plus qu'à l'apprendre par cœur pour la répéter sans commettre d'erreurs. Or, par sa nature, la réalité évolue sans cesse.»* Elle ajoute qu'*«en corsetant le débat public, le règne des vérités officielles suscite une riposte perverse: des contre-discours qui ne sont pas forcément plus justes que ceux qu'ils prétendent combattre.»* (Robert, 2021). C'est dans cette brèche que se seraient infiltrés des discours souvent extrêmes parfois portés par des élus politiques autant que des

citoyens. Pour Rudy Reichstadt « *[si] on dit souvent, à raison, que le complotisme conteste les grandes paroles de l'autorité, qu'il s'agisse de la presse, l'État, la science, etc. [...] il ne faut pas oublier [...] que les complotistes recomposent des figures d'autorité. Dans le monde politique, ils vont par exemple s'attacher à un leader populiste en rejetant tout le reste de la classe politique.* » ([Entretien](#) publié le 11 juin 2021)

... face à l'instrumentalisation volontaire

Les faits ont toujours été l'objet d'instrumentalisation. La propagande politique, l'instrumentalisation scientifique ou le désir de construire une mémoire commune officielle sont autant d'exemples de pratiques reposant sur une interprétation des faits. Il serait difficile d'établir si la modernité rencontre plus ou moins de discours instrumentalisés. La question ne serait donc pas celle d'une augmentation quantitative par rapport à un passé plus ou moins lointain, mais de l'évolution quant à leurs émetteurs et la capacité d'une société à reconnaître ces constructions et leur finalité.

Par exemple, l'avènement des régimes démocratiques n'a pas fait disparaître la pratique du mensonge d'État, qui, d'après certains politistes, est aussi ancienne que la politique (Robert, 2021). Le mensonge politique peut être de différents ordres : le mensonge en démocratie, la fausse information, la propagande dans les États autoritaires pour des motifs politiques... Ainsi, la période de la Guerre froide a vu des régimes démocratiques occidentaux s'emparer de l'information comme arme politique : selon Céline Marangé et Maud Quessard, « *la propagande a été une arme privilégiée, visant, de part et d'autre, à influencer et à persuader. La guerre psychologique a donné lieu à des opérations de désinformation et d'intimidation. Quant à la subversion, elle a servi à induire en erreur les dirigeants et à déstabiliser les sociétés* » (2021).

Outre le champ politique, la science est un autre domaine qui peut être perméable à des tentatives d'instrumentalisation, comme l'ont montré les recherches sur les controverses scientifiques, menées notamment en sociologie des sciences. Dans son ouvrage *Sciences et territoires de l'ignorance*, Mathias Girel explique par exemple comment l'industrie du tabac ou encore la pétrochimie ont utilisé la science pour détourner les réglementations autour de la toxicité de leurs produits.

... face aux outils numériques

L'horizontalité des porteurs de récits créée par les outils numériques aurait eu pour effet d'effacer la transcendance des récits en la

remplaçant par des autorités techniques invisibles. Leur objectif n'est pas d'apporter une réponse fidèle au réel mais de répondre à la question que l'individu pose avec pertinence. À travers le principe du *page rank*, le moteur de recherche présente l'information recherchée en laissant reposer l'analyse de la pertinence sur les capacités critiques des individus. Peu importe les autorités en présence ou les faits établis. Dans ces circonstances, on peut se demander si ces nouvelles autorités numériques ne seraient pas les fossoyeurs de l'idéal utopiste du numérique.

Les outils numériques jouent un rôle dans l'effervescence actuelle de création des récits alternatifs et la viralité de leur diffusion. Pour Romain Badouard, la nouveauté actuelle réside dans *«l'industrialisation [des réseaux sociaux dans l'écosystème de l'information aujourd'hui].»* Toutefois, il attire l'attention sur le fait que *«les rumeurs politiques qui envahissent Facebook et Twitter ne sont en effet pas des phénomènes spontanés. Elles sont le produit de réseaux de désinformation très organisés souvent aux connotations d'extrême droite. Leur stratégie est de diffuser des articles sur l'actualité à travers un prisme idéologique, quitte à négliger la réalité des faits.»* (2017). Les outils numériques sont à l'origine d'un espace où, autour d'un même fait, une multitude de récits et de contre-récits cohabitent.

Dans l'art de mettre des faits en récit, le regard critique qui déconstruit ce narratif permet de différencier l'opinion du fait réel. En voulant s'affranchir des grands récits, et surtout des autorités qui les portent - ce qui constituait au départ une démarche assez saine proposant de penser par soi-même — ce sont les narratifs autour de ces faits qui peuvent maintenant être produits par tous. La fragmentation de ces derniers ne risque-t-elle pas de mettre en péril le vivre ensemble ?

QUESTIONNONS-NOUS

- Les récits alternatifs s'inscrivent-ils en réponse à un affaïssement de certains récits collectifs ?
- Vivons-nous une accélération de la fragmentation des récits ?
- Comment co-écrire des narratifs communs ?
- Comment transformer les modèles économiques et fonctionnements technologiques des plateformes pour en faire des dispositifs de confiance et des supports de récits collectifs ?

RÉFÉRENCES

- Barthes, R. (1966). *Analyse structurale des récits*.
- Bergson, H. (1932), *Les deux sources de la morale et de la religion*.
- Leclerc, G. (1999). *La société de communication. Une approche sociologique et critique*, Paris, Presses Universitaires de France, 219.
- Stiegler, B. *Démesure, promesses, compromis (1/3), Les invités de mediapart*, 5 septembre 2020.
- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Weber, M. (1932), *Economie et société*.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux Éditeurs.
- Lefort, C. (1994). L'ère de l'idéologie. *Encyclopædia Universalis*, cité par Robert, A. C. (2021), op. cit.
- Marangé, C. & Quessard, M. (2021), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France.
- Girel, M. (2017), *Sciences et territoires de l'ignorance*, Quae
- Badouard, R. (2017). *Le désenchantement de l'Internet: désinformation, rumeur et propagande*, FYP Editions.

PARTIE 2
SOUS LA LOUPE NUMÉRIQUE :
DISSECTION DE LA TRAJECTOIRE
DES FAUSSES INFORMATIONS

CRÉATION: À L'ORIGINE DES FAUSSES INFORMATIONS

De haut en bas: désinformation institutionnelle et défiance généralisée

Le mensonge et le travestissement des faits par le pouvoir ont toujours existé. Dans les cas les plus fameux, on peut notamment rappeler les retouches de photographies exigées par Staline, la propagande relayée par les médias pendant les deux Guerres mondiales ou, encore avant, la commande par la police secrète du tsar au tout début du XX^e siècle des *Protocoles des Sages de Sion* qui a durablement nourri l'imaginaire conspirationniste. Cependant, le numérique marque un tournant certain dans la désinformation et la mésinformation institutionnelle et médiatique.

Les États et institutions entre risques de mésinformation et opportunités de désinformation

Le numérique n'est pas la cause d'une mésinformation ou d'une désinformation provenant d'institutions qui ont toujours eu recours à ces mécanismes. Il a néanmoins offert un nouvel outil de manipulation de l'information aux États. Dans son rapport sur les opérations d'influence étatiques paru en 2021, Facebook indique qu'entre 2017 et 2020, la plateforme a défait et signalé publiquement plus de 150 opérations d'influence reposant sur des « comportements inauthentiques coordonnés » définis comme « *tout réseau coordonné de comptes, pages et groupes qui reposent principalement sur de faux comptes pour tromper Facebook et les utilisateurs de ses services quant à qui est derrière et ce qu'ils font* » (Facebook, 2021). Celles-ci proviennent de plus de 50 pays à travers le monde — à commencer par la Russie, l'Iran, le Myanmar, les États-Unis et l'Ukraine —, s'ingérant dans des débats nationaux et étrangers. Le rapport analyse aussi l'évolution des techniques mises en œuvre par ces groupes, notamment :

- Les acteurs sont passés d'actions diffuses à des actions plus ciblées;
- L'accent est de plus en plus mis sur le floutage de la frontière entre le vrai et le faux;
- Les acteurs utilisent des techniques de plus en plus avancées pour masquer leur identité;
- Les opérations d'influence passent de plus en plus par des prestataires commerciaux, permettant de toucher une audience plus large et d'ajouter un intermédiaire entre les commanditaires et le public, compliquant l'identification des responsables;

- Les groupes ont perfectionné leurs stratégies, en capitalisant notamment sur de multiples plateformes ou médias, voire sur leurs propres sites web, leur permettant de poursuivre leur campagne même si l'un de leurs supports disparaît.

Pour les États autoritaires et les régimes non libéraux, Internet a fourni un nouvel outil de manipulation de l'information, avec différentes stratégies qui peuvent être réactives ou proactives. Tim Wu a notamment mis en évidence les stratégies en ligne du gouvernement chinois qui, ayant réalisé la contre-productivité de la censure qui ne fait qu'alimenter l'effet Streisand (le fait de chercher à masquer une information concourt au résultat inverse), privilégie désormais des stratégies de noyage de l'information (2018). Plutôt que de supprimer un contenu indésirable, celui-ci est noyé par la communication gouvernementale propagée par un ensemble de *bots* et de faux comptes. Plus récemment, le gouvernement sénégalais a restreint l'accès à Internet à la suite des violentes manifestations qui ont secoué le pays après l'arrestation du député et leader de l'opposition Ousmane Sonko (Faivre Le Cadre, 2021). Ainsi, un ensemble d'applications comme Facebook, Telegram, WhatsApp ou YouTube ont vu leur débit fortement diminué voire réduit à zéro. Un tel phénomène avait aussi été observé au Myanmar en février 2021, face à la contestation du coup d'État militaire (*Le Monde*, 2021).

De façon proactive, les acteurs institutionnels ont à leur disposition de nouvelles techniques pour assurer la viralité de leurs campagnes de désinformation, appelées « *deceptive behaviors* » (voir partie 2, encadré [ABC Framework](#)). On peut distinguer les outils automatiques comme les *bot armées* — c'est-à-dire des services automatisés qui amplifient artificiellement la diffusion d'une fausse information, des trucages manuels comme les fermes à troll ou à *likes*. Par exemple, l'entreprise américaine Devumi est spécialisée dans la vente de faux comptes sur Twitter et Facebook. Selon un article du *New York Times* du 27 janvier 2018, l'entreprise aurait vendu 3,5 millions de faux comptes sur Facebook et 200 millions sur Twitter (Confessore et al., 2018). Le but de ces campagnes, aussi appelées « *astroturfing* », est de permettre à un nombre restreint d'acteurs de donner l'impression que la campagne a un impact aussi puissant que si elle avait été relayée sans artifice par un plus grand nombre de personnes. L'État d'Israël a par exemple sponsorisé l'application Act.IL que chacun peut télécharger sur son *smartphone*. Une fois ceci fait, l'utilisateur reçoit régulièrement des « missions » après la publication de messages pro-israéliens sur les réseaux sociaux, afin d'en augmenter la portée (*likes*, commentaires, partages...), dans une tentative coordonnée de contrôler le récit en ligne et d'améliorer l'image publique d'Israël (DFRLab, 2019).

La campagne de l'élection présidentielle américaine de 2016 est devenue l'archétype de stratégies d'influence étrangères dans la vie politique et démocratique d'un État via les réseaux sociaux. Capitalisant sur son « Internet Research Army » (IRA) créée en 2013 pour former des trolls afin d'influencer l'opinion publique, la Russie a mis en place en 2016 une campagne de dénigrement systématique d'Hillary Clinton sur les réseaux sociaux, mais aussi de tous les autres candidats à l'exception de Donald J. Trump et de Bernie Sanders (Goury-Laffont, 2020). Ainsi, entre 2015 et 2017, l'IRA aurait produit 80 000 publications sur Facebook qui auraient touché 126 millions d'utilisateurs. À cela s'ajoutent des cyberattaques ciblées, visant par exemple le Comité national du Parti démocrate et la transmission de milliers d'e-mails à Wikileaks qui seront publiés par la suite. Devenue particulièrement vigilante depuis cet épisode, la plateforme Facebook rapporte avoir à nouveau identifié et déjoué une douzaine de stratégies d'influence étrangères au moment de la campagne de 2020, provenant principalement de la Russie et de l'Iran (2021).

Les *deceptive behaviors* peuvent également prendre la forme de publicités ciblées. Plus précisément les *dark ads* qui sont des publicités visibles uniquement pour les utilisateurs qu'elles ciblent. Les *dark ads* peuvent être utilisées dans le cadre de campagnes politiques, comme elles l'ont été lors du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. La campagne *VoteLeave* (pro-Brexit) y avait notamment eu recours, pour diffuser des fausses informations concernant le coût hebdomadaire de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne ou bien l'entrée prochaine de la Turquie et de l'Albanie dans l'Union européenne. Dernier outil en date, les *deep fakes* marquent une nouvelle étape dans ce brouillage des frontières du réel et ébranlent notre perception traditionnelle de la « vérité », basée sur l'objectivité et la preuve audiovisuelle (voir partie 2, encadré [Une image vaut-elle mille mots ?](#)).

Ces États peuvent aussi alimenter des théories complotistes. Récemment, à la faveur de la crise du Covid-19, de nombreuses rumeurs ont aussi été diffusées sur la toile quant à l'origine du virus. La rumeur selon laquelle le Covid-19 serait une arme chimique fabriquée par un laboratoire américain émanerait de certains médias russes. Elle aurait ensuite été reprise sur les réseaux sociaux par des personnalités chinoises et iraniennes, puis largement entretenue par la Chine (Kinetz, 2021). De la même façon, le Soufan Center a analysé plus de 160 000 messages Facebook classés dans la catégorie QAnon (voir partie 2, encadré [QAnon en France](#)). 19 % de ces messages relèvent de formes « d'influence étrangère », définie comme « *provenant de comptes étrangers connus ou de comptes dont le score (probabilité) d'influence étrangère est supérieur à*

50,1 %», et dont l'objectif est d'«attaquer nos valeurs démocratiques» (Manach, 2021). Parmi ces messages, «44 % des publications provenaient d'administrateurs russes, 42 % de Chine, 13 % d'Iran et 1 % d'Arabie saoudite — des efforts qui se sont intensifiés en 2021 par rapport à 2020».

De manière plus insidieuse, les États peuvent aussi utiliser les réseaux sociaux pour priver les citoyens de certaines informations. C'est par exemple ce qu'a fait l'Inde dans le cadre de la pandémie de Covid-19: le gouvernement a demandé à Facebook, Instagram et Twitter de supprimer plusieurs dizaines de messages critiquant sa gestion de la crise sanitaire (Le Monde, 2021). Cette demande a été justifiée par le gouvernement indien par le «risque d'incitation à la panique, l'utilisation d'images hors contexte, et le risque que ces messages perturbent son action face à la pandémie». Si les trois réseaux sociaux ont accepté la demande, cette suppression ne sera valable qu'en Inde, les messages resteront donc visibles à l'étranger. Cependant, d'après la presse indienne, des publications d'élus et journalistes de l'opposition figurent aussi parmi les messages supprimés.

Dans les États démocratiques, le numérique et les réseaux sociaux ont transformé la communication politique au sens large: les dirigeants, ministres, élus et même agents de l'administration maintiennent une présence sur les réseaux sociaux sans forcément coordonner leur action, ce qui peut noyer les messages officiels et créer un terreau favorable à la propagation de fausses informations (Marangé & Quessard, 2021). Le paroxysme de ces brouillages a été atteint par l'ancien président américain Donald J. Trump, qui a envoyé plus de 11000 tweets pendant les trois premières années de son mandat présidentiel, se livrant à des joutes verbales sur Twitter et contredisant à certains moments les annonces de responsables de son administration. Ses tweets au moment de l'élection de novembre 2020 martelant la dénonciation d'une «fraude électorale» et ceux autour de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 en sont le symptôme le plus aigu, et ont même conduit la plateforme à suspendre son compte, une décision inédite pour un président en exercice.

Les réseaux sociaux, en particulier Twitter, offrent ainsi de nouveaux canaux de communication pour les élus en fonction, en dehors des circuits institutionnels officiels. Ils leur permettent de continuer de s'adresser à leurs électeurs, d'afficher une lecture des faits plus subjective, voire «alternative» pour reprendre les mots de Kellyanne Conway suite aux controverses sur le nombre de participants à l'investiture de Donald J. Trump (Robert, 2021). En 280 caractères, il est difficile d'articuler une position nuancée et riche, ce qui peut favoriser la

transmission d'idées fortes, souvent clivantes (voir partie 2, [Les réseaux sociaux: clés de voûte de la désinformation ?](#)).

Cette transmission de mésinformation ou de désinformation descendante par les institutions politiques, accentuée par Internet, passe aussi par les médias et l'information que ces derniers relaient, avec parfois des effets délétères sur le débat public et la confiance.

Les médias peuvent-ils être la source de fausses informations ?

Le 30 mars 2021, neuf membres de la rédaction de *Sciences & Vie* annoncent qu'ils quittent le média, entraînant une quasi-absence de journalistes et, surtout, d'experts scientifiques au sein de la rédaction. Cette décision est l'aboutissement d'un processus de délitement du magazine depuis son rachat, à l'automne 2019, par Reworld Media. À cette époque, la moitié des effectifs font valoir la clause de cession pour quitter la rédaction. Les recrutements compensatoires initialement prévus sont finalement refusés et le rédacteur en chef de l'époque, Hervé Poirier, perd la ligne éditoriale du site Internet qui est reprise par Reworld Media. S'ensuit la publication en ligne de plusieurs erreurs factuelles. En septembre 2020, Hervé Poirier démissionne, entraînant une grève de cinq jours au sein de la rédaction qui vote même une motion de défiance envers la directrice de rédaction. La mobilisation importante des effectifs de *Sciences & Vie* à l'automne 2020 a conduit la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, à confier à Laurence Franceschini, la présidence de la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), *« une mission de réflexion destinée à déterminer comment conditionner l'accès des aides à la presse à la présence de journalistes dans les rédactions »*. Remis le 18 mars 2021, le rapport de cette mission recommande de renforcer les exigences pour les titres d'information politique et générale (IPG) afin de les obliger à compter au sein de leurs rédactions au moins un journaliste.

Le cas de *Sciences & Vie* est loin d'être isolé. Entre surabondance d'informations (et de sources) et délais de production extrêmement courts, le web a profondément transformé le fonctionnement des médias (voir partie 1, [De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance](#)) avec des effets parfois délétères sur la qualité et la fiabilité des informations transmises. Ce mouvement s'est amorcé dès les années 1980, âge d'or de la télévision, marqué par une course à l'audience, empreinte de ce que certains analystes ont appelé un « journalisme de racolage ». Dans un article de 1998, Serge Halimi dresse un constat cinglant : *« À force de redéfinir sans cesse ce qui est information*

en fonction de ce qui divertit et de ce qui rapporte, de conclure que, puisque cela rapporte, c'est que ça informe sur ce qui intéresse, d'expliquer à tous ceux que la presse inquiète que "le monde a changé", de prêcher "la fin du politique" pour ensuite s'étonner qu'une politique ayant renoncé à l'existence encourage les lecteurs — et les électeurs — à s'en désintéresser, de réfuter à coups de plaidoyers hautains et médiocres les mises en garde les plus légitimes, le crédit déjà fragile du journalisme s'est étioilé un peu plus.» (Halimi, 1998).

La réorganisation des médias à l'aune d'Internet a eu trois effets notables. En premier lieu, il y a un accroissement exponentiel de la quantité d'information disponible. En second lieu, le temps est extrêmement raccourci: un événement et la communication qui l'entoure sont quasi-simultanés, ce qui entraîne une course entre médias et réduit le temps de vérification en amont de la publication (cette vérification étant déjà compliquée par la masse d'information à trier). Une forme de course au clic est alors engagée dans les différentes salles de rédaction avec le soutien des outils de mesure du trafic en fonction des thèmes abordés (Christin, 2020). Le travail de médiation de l'information par les journalistes diminue progressivement au profit d'une republication (Cagé, Hervé, Viaud, 2017). En dernier lieu, le modèle économique des médias est modifié. Il devient moins coûteux d'intervenir en réaction à un événement à court terme que de produire une information à travers des formats d'enquêtes sur le temps long.

On observe aussi la multiplication des sources d'information hybrides, mettant sur un même plan les faits, les commentaires, les plaisanteries, les analyses, les témoignages... On pense par exemple à *Konbini*, *Buzzfeed* ou encore *Melty*. Des espaces de discussion plus libres ont aussi émergé sur les sites Internet de médias traditionnels, comme le *FigaroVox* ou les *blogs de Médiapart*. Leur lien avec des rédactions reconnues peuvent tendre à donner un gage de crédibilité au contenu qui y est publié alors que les procédures de relecture et de contrôle ne sont pas les mêmes, ce qui peut compliquer le tri nécessaire à opérer dans les sources disponibles en ligne et la capacité à se faire un avis sur un fait. En outre, les réseaux sociaux ont produit une horizontalité dans les prises de parole: bien que les journalistes soient soumis à une certaine déontologie dans l'exercice de leur activité, leurs *posts* sont diffusés au même niveau que n'importe quel autre compte, renforçant le brouillage pour les utilisateurs.

L'instantanéité entre le moment où un fait se produit et sa transmission, ainsi que la concurrence générée entre les rédactions, a permis à une nouvelle figure d'émerger, celle de l'«expert médiatique» (Campion,

2017). Censées éclairer le public sur des événements, leurs analyses ajoutent souvent une couche de complexité : ils sont fréquemment interrompus par le ou les journalistes du plateau et leur temps de parole est souvent trop court pour qu'ils puissent développer complètement leur raisonnement. Ajoutons à cela que la figure de l'expert a été érigée en porte-voix de la vérité : leur parole est souvent sacralisée alors qu'il faut rappeler que le choix des personnes invitées n'est ni neutre, ni représentatif de la population, et que leurs propos ne sont pas toujours objectifs. Une étude du CSA de juin 2020 a montré par exemple que seuls 21 % des experts en santé présents à l'antenne depuis le début de la pandémie étaient des femmes.

Il semble que la crise d'attention systémique, la course perpétuelle à produire des articles toujours plus nombreux et la peur de ne pas relayer une information qu'une autre rédaction aurait partagée, encouragées par le numérique, peuvent même conduire les médias traditionnels à se faire les relais de fausses informations. Par exemple, nombreux ont été les médias américains, mais pas seulement, à répandre l'idée que l'élection de Donald J. Trump avait été le fruit d'une association étroite entre ce dernier et les Russes. Ainsi, dans le *US News and World Report*, Michael Fuchs affirme : « *On ne saurait exclure que le président des États-Unis soit l'agent, conscient ou non, d'une puissance étrangère hostile.* » Or, les enquêtes conduites par le FBI n'ont jamais pu établir un tel lien (Robert, 2021).

Désinformation institutionnelle et crise de confiance

Cette « infodémie », faite d'informations tant vraies que fausses, participerait aussi à la crise de confiance envers les institutions politiques et les médias. Le baromètre annuel de la confiance d'Edelman de 2021 montre « *une défiance mondiale généralisée* » qui s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19, notamment en France. Seuls 37 % des Français sondés faisaient confiance aux médias. Plus de la moitié déclarent de même que les journalistes, reporters et les dirigeants de notre gouvernement « *tentent délibérément d'induire les gens en erreur en déclarant certaines choses qu'ils savent être fausses ou exagérées* » et que « *la plupart des organes de presse sont plus soucieux de soutenir une idéologie ou une position politique que d'informer le public* ». Les citoyens français seraient par ailleurs seulement 18 % à avoir une bonne « *hygiène informationnelle* » définie par Edelman comme « *l'intérêt pour l'actualité (lire, regarder ou écouter l'actualité), la consultation de plusieurs sources d'information, la vérification systématique des informations et de l'intégrité de la source, et le partage d'informations vérifiées.* »

Du côté plus spécifiquement des jeunes, Julien Boyadjian s'est intéressé au rapport à l'information et aux réseaux sociaux des étudiants de 18 à 22 ans (2020). Il ressort de son étude que les étudiants issus de milieux populaires ne sont pas désinformés mais non-informés. Cette partie la population mettrait en place des stratégies d'évitement politique: ils sont peu abonnés aux comptes des grands médias traditionnels. En revanche, il ressort qu'ils sont également peu abonnés aux comptes propageant des *fake news* (voir partie 2, [L'être social derrière la diffusion des fausses informations](#)).

Cette situation est résumée par Anne-Cécile Robert dans son livre *Dernières nouvelles du mensonge: «Le discrédit de la politique et des médias nourrit la méfiance et la confusion car aucune institution ne reste en mesure d'organiser l'expression pacifique des opinions ni d'exercer un rôle d'arbitre pour résoudre les divergences. Plus profondément, un scepticisme sournois se répand sur fond de société individualiste et narcissique, tentée en permanence par la maximisation de l'égo. Chacun revendique désormais "sa" vérité et l'oppose à celle des autres dans une juxtaposition sans fin qui atomise la société.»* (Robert, 2021).

QUESTIONNONS-NOUS

- Comment distinguer désinformation et mésinformation?
- Comment anticiper et appréhender les stratégies de manipulation étrangères et nationales, en particulier en période électorale?
- Comment rendre les médias plus résilients face aux fausses informations en ligne?

RÉFÉRENCES

- Facebook (2021). *Threat Report. The State of Influence Operations 2017-2020*.
- Wu, T. (2018). Is the first amendment obsolete. *Mich. L. Rev.*, 117, 547.
- Faivre Le Cadre, A. S. « Le Sénégal sous haute tension depuis l'arrestation de Sonko ». *Libération*. 6 mars 2021.
- « D'importantes coupures d'Internet observées en Birmanie pour la deuxième nuit d'affilée ». *Le Monde*. 15 février 2021.
- Communication on Tackling online disinformation: a European Approach, COM(2018) 236 final, sec. 2,2.
- Confessore, N., Dance, G. J. X., Harris, R., Hansen, M. « The Follower Factory ». *New York Times*. 27 janvier 2018.
- DFRLab. « How a « Political Astroturfing » App Coordinates Pro-Israel Influence Operations ». *Medium*. 19 août 2019.
- Goury-Laffont, V. « États-Unis: comment la Russie est intervenue dans l'élection de 2016 ». *RTL*. 11 septembre 2020.
- Dugmore, O. « Facebook publishes dark ads used by Vote Leave during referendum campaign ». *Joe*.
- Kinetz, E. « Anatomy of a conspiracy: With COVID, China took a leading role ». *AP News*. 15 février 2021.
- Manach, J. M. « Les conspirationnistes font (aussi) partie des complots ». *NextInpact*. 07 mai 2021.
- « Inde: le gouvernement fait retirer de Facebook et Twitter des critiques concernant sa politique sanitaire ». *Le Monde*. 26 avril 2021.
- Marangé, C. & Quessard, M. (2021), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Halimi, S. « Un journalisme de racolage ». *Monde Diplomatique*. août 1998.
- Christin, A. (2020). *Metrics at Work: Journalism and the Contested Meaning of Algorithms*. Princeton University Press, 272.
- Cagé, J., Hervé, N. & Viaud, M. L. (2017). *L'Information à tout prix*. Ina, coll. Médias et humanités, 170.
- Dassonville, A. « L'hémorragie de journalistes se poursuit à "Science & Vie" ». *Le Monde*. 30 mars 2021.
- Mission Franceschini: la ministre de la Culture engage la mise en œuvre du rapport sur le renforcement de l'exigence du traitement journalistique pour l'accès aux aides à la presse. *Communiqué de presse*. 20 avril 2021.
- Campion, B., & Van Wynsberghe, C. (2017). Experts médiatiques. *La Revue Nouvelle*, (3), 26-29.
- CSA (2020). *La représentation des femmes dans les médias audiovisuels pendant l'épidémie de Covid-19*. Mars à mai 2020.
- Fuchs. M. H. « POTUS: Compromised? ». *US News and World Report*. 28 décembre 2017, cité par Robert, A. C. (2021), *op. cit.*
- Cagé, J. (2015). *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie: Capitalisme, financement participatif et démocratie*. Média Diffusion.
- Carasco, A. « Julia Cagé: "Créons ensemble les conditions de l'indépendance des médias" ». *La Croix*. 24 septembre 2020.
- Manach, J. M. « Les Français seraient-ils devenus technophobes? ». *NextInpact*. 12 avril 2021.
- Edelman. « La confiance à l'épreuve de la pandémie: une "infodémie" au cœur d'une crise de leadership ». 22 mars 2021.
- Boyadjian, J. (2020). Désinformation, non-information ou sur-information?. *Réseaux*, (4), 21-52.

De bas en haut: « réinformer » les citoyens

La généralisation du scepticisme peut se traduire, paradoxalement, par la montée de discours alternatifs de plus en plus audibles et rendus davantage visibles par les réseaux sociaux qui permettent une prise de parole plus horizontale, voire ascendante. La forme archétypale de relecture des faits par des groupes « anti-systèmes » se trouve dans le complotisme. Ce mode de pensée et de discours peut aussi se traduire par la production de *fake news* et de désinformation.

Complotisme: de quoi parle-t-on ?

Le complotisme traduit la conviction profonde, à la fois déterministe et essentialiste, qu'un « groupe ou un individu omnipotent, navigant aux marges de la société, contrôle secrètement, en totalité ou en partie, l'ordre politique et social ». Pour Emmanuel Taïeb, « on peut identifier la posture conspirationniste, quand son discours postule que le cours de l'Histoire et les événements marquants qui la jalonnent sont provoqués uniformément par l'action secrète d'un petit groupe d'hommes désireux de voir la réalisation d'un projet de contrôle et de domination des populations » (2010). Pour Rudy Reichstadt, les complotistes sont des sceptiques mais des « sceptiques dogmatiques », « incapables de réviser leur propre croyance sur la base de données empiriques pourtant élémentaires » (In. Ripoll, 2020).

Le complotisme peut connaître différents degrés. Michael Barkun identifie ainsi trois types de théories du complot (2013). Premièrement, les théories du « super complot » ont trait à l'extraordinaire: elles vont entremêler plusieurs théories du complot, avec à leur sommet l'action d'une force toute puissante. On peut donner l'exemple des platistes (individus persuadés que la Terre est plate) ou des personnes dénonçant l'existence des reptiliens comme David Icke (une lignée hybride hommes-reptiles datant de l'ancienne Babylone gouvernerait secrètement le monde, se nourrissant d'humains et notamment de leurs peurs et énergies négatives). En deuxième lieu, les théories du complot « événement » correspondent à un événement particulier, par exemple la mort de John F. Kennedy ou les attentats du 11 septembre. Enfin, les théories du complot « systémiques » font du complot la grille de lecture de la réalité. Chaque événement est vu à travers ce prisme, et on prête à différents groupes des objectifs ambitieux cachés, comme récemment avec *Big Pharma* et le *Great Reset* dans le contexte du Covid-19 (voir partie 2, encadré [Pandémie de fausses nouvelles](#)). Intitulée d'après l'ouvrage publié en juillet 2020 par deux membres éminents du Forum économique mondial et proposant un programme de planification

économique pour l'après Covid-19, cette théorie — relayée notamment par le documentaire *Hold-Up* — postule que la pandémie a été volontairement propagée par les élites mondiales afin de permettre une réorganisation profonde de la population et des gouvernements. L'objectif serait d'instaurer un régime totalitaire, utilisant notamment les technologies numériques à des fins de contrôle permanent de la population. Ce sont ces théories du complot systémiques qui ont le plus d'impact sur le récit collectif et qui présentent le plus de risque de radicalisation dans la croyance.

Leaders conspirationnistes et citoyens enquêteurs : qui crée le complot ?

Julien Giry distingue cinq acteurs gravitant autour des théories du complot :

- les *leaders* conspirationnistes,
- les citoyens enquêteurs,
- les *dealers* d'opinion,
- les consommateurs,
- et les acteurs anti-conspirationnistes (*in* Butter & Knight, 2020).

Les deux premières catégories jouent un rôle direct dans la création des théories complotistes et des fausses informations, alors que les deux suivantes vont davantage avoir un rôle dans la diffusion de ces dernières (voir partie 2, [L'être social derrière la diffusion de fausses informations](#)). De leur côté, les militants anti-conspirationnistes jouent un rôle de mise à l'agenda du complotisme comme problème public et participent à la prise de conscience par les pouvoirs publics de l'ampleur réelle ou supposée et de la gravité de ce phénomène. Ils peuvent cependant avoir des effets pervers sur le phénomène qu'ils cherchent justement à dénoncer (voir partie 1, [Dénoncer n'est pas questionner](#)).

Les *leaders* conspirationnistes sont des professionnels au sens de Max Weber (1917) : ils vivent par et pour le complot. Ce sont des entrepreneurs politiques qui tirent des revenus du complotisme et produisent un discours politique articulé et théorisé ne se limitant pas à la dénonciation d'un événement, mais dans l'objectif de construire un « méta-récit ». Pour Julien Giry, ce groupe représente « *la face émergée de l'iceberg. Pour 100 conspirationnistes, vous avez un leader.* » ([Entretien](#) du 04 juin 2021)

De leur côté, les citoyens enquêteurs sont des individus qui vont être happés par un événement et en questionner la « version officielle ». Cela peut s'expliquer par deux raisons. Dans un cas, cette obsession peut avoir

un motif politique. Par exemple, le mouvement QAnon a aussi pour objectif de faire réélire Donald J. Trump (voir partie 2, encadré [QAnon en France](#)). Dans un autre cas, c'est une expérience personnelle qui agit comme déclencheur. Par exemple, sur la vaccination, Julien Giry nous a indiqué que les personnes opposées au vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) parce qu'il transmettrait des troubles autistiques ont souvent dans leur entourage un enfant atteint par ces pathologies. À la différence des professionnels du complot, les citoyens enquêteurs ne vont pas forcément adhérer au fait qu'il existe un grand complot dans le temps et dans l'espace. De même, ils n'en tirent pas de revenu, l'enquête représentant plutôt un hobby.

Dans les deux cas, le récit développé se caractérise par le recours à un millefeuille argumentatif permettant aux croyants d'« *affirmer que la démonstration de la fausseté de certains de leurs arguments ne pouvait prétendre réduire à rien l'ensemble de leur théorie, compte tenu du nombre de faits qui la fondaient* » (Bronner, 2013).

Si ces deux catégories d'acteurs jouent un rôle majeur d'impulsion de nouvelles théories complotistes au fil des événements politico-médiatiques, ces dernières se nourrissent toutefois toujours d'un imaginaire préexistant, richement nourri depuis la fin du XVIII^e siècle (voir partie 2, encadré « [Marie Peltier](#) »). Comme le résume Julien Giry, les complotistes produisent « *un récit global* » dans lequel « *le complot est partout et chaque événement un peu extraordinaire (pandémie, assassinat, attentat...) va être réinscrit dans le récit préexistant : ce n'est pas l'événement qui crée le récit ou le complot mais l'événement qui est inclus dans un schéma complotiste global.* » Par exemple, les récits alternatifs autour du Covid-19 font écho à des ouvrages parus à la fin des années 1990 comme *La Mafia médicale* dans lequel Ghislaine Lanctôt accuse l'industrie médicale et pharmaceutique de conspirer avec les pouvoirs publics et les universités dans le but d'entretenir, voire de provoquer, des maladies afin de vendre des médicaments et soins qu'elle juge « *délibérément inefficaces* ». De même, face à la vague d'antisémitisme pendant la pandémie, [Conspiracy Watch](#) pointe notamment une réactualisation du « *mythe médiéval du juif empoisonneur* ».

Gratuité, simplicité, viralité : comment les complotistes se sont-ils emparés du web ?

Si le complotisme est loin d'être un phénomène nouveau, sa résurgence contemporaine tiendrait notamment à la conjonction de deux facteurs : l'événement particulièrement traumatisant du 11 septembre 2001 et la

démocratisation d'Internet dans les foyers (voir partie 2, [encadré « Marie Peltier »](#)). Pour Rudy Reichstadt, Internet a été au complotisme ce que l'imprimerie a été à la Réforme protestante: *« Sans l'imprimerie, il n'y aurait pas eu la Réforme protestante. Dès lors qu'on peut imprimer la Bible, on la traduit, on la lit dans sa propre langue et l'on peut commencer à se passer de la médiation de l'Église catholique. C'est l'exemple typique d'une technologie qui vient bouleverser en quelques années le monde des idées. Je pense qu'on assiste au même type de révolution avec Internet et notamment avec le triptyque: haut débit/réseaux sociaux/smartphone. Le haut débit permet à tous de regarder et de produire des vidéos très facilement. Le smartphone permet de démultiplier tout cela: chacun de nous ou presque a désormais en permanence Internet dans sa poche ainsi que la possibilité de n'être plus seulement consommateur passif de contenus mais de publier à chaque instant du son, de l'image et de l'écrit. Autrement dit, nous devenons tous des journalistes en puissance mais sans la formation, la méthode et la déontologie qui vont habituellement avec. Quant aux réseaux sociaux, ils permettent de faire communauté. Là où, auparavant, on aurait peut-être été découragé dans notre quête de vérité alternative, ils nous mettent instantanément en lien avec des gens qui, non seulement pensent comme nous, mais vont aussi nous alimenter. On est galvanisé dans notre recherche d'une vérité alternative là où, autre fois, on pouvait rapidement être découragé, faute d'entrer en contact avec des personnes qui partagent notre quête. »* ([Entretien](#) publié le 11 juin 2021)

Le numérique a ainsi apporté de nouveaux outils à ces groupes à plusieurs titres. En premier lieu, le web leur procure un nouveau support. Dans sa version 1.0, il leur a permis de créer gratuitement et facilement des sites Internet, ce qui complique leur identification comme le souligne Pascale Duval, coordinatrice de l'UNADFI: *« Avant, sur papier, il était plus facile d'identifier, de situer et de repérer un mouvement sectaire. Les groupes étaient assez circonscrits, connus et nous pouvions quasiment obtenir les noms des membres dirigeants en échangeant avec les autorités. Leurs noms étaient relativement stables parce que tout changement était coûteux. Aujourd'hui, la présence sur la toile est tellement importante qu'il nous est impossible de faire un repérage complet. Internet a permis la prolifération, en plus de la multiplication des identités. Sur Internet, le même groupe peut avoir plusieurs noms, plusieurs sites ou même plusieurs réseaux sociaux avec des noms différents. »* ([Entretien](#) publié le 18 juin 2021) Cette prolifération permet à ces groupes d'occuper les espaces numériques: selon les termes des recherches, ce sont souvent les premiers résultats affichés par les moteurs de recherche grâce à des stratégies d'achat de mots clés, voire de noms domaines proches de ceux d'institutions publiques ou de médias traditionnels, comme cela a été le cas avec «vitemadose.fr».

La pandémie de Covid-19 apporte une nouvelle illustration de cette prolifération de sites visant à « réinformer » les citoyens, à l'image du site *ReinfoCovid* qui prétend proposer des « outils pour questionner, comprendre, sortir de la peur et agir ensemble » face à des médias qui « propagent en continu dans le pays une information tronquée, basée sur le sensationnalisme, et volontiers culpabilisante » et au « discours officiel simpliste et infantilisant [qui] est martelé tous azimuts, acculant nos contemporains à un choix scandaleusement binaire : être pour, et se ranger dans le camp des bons citoyens dociles, ou être contre et se voir pointés du doigt, considérés au mieux comme des égoïstes irresponsables, au pire comme de "dangereux complotistes". » Loin d'être neutre, ce terme de « réinformation » est formulé en 1997 par Bruno Mégret dans le cadre d'un colloque du Front national consacré à l'information. Il est ensuite repris et théorisé au début des années 2000 par Henri de Lesquen avant d'essaimer dans la « complosphère ».

Par la suite, le web 2.0 a offert un outil plus interactif pour partager au grand jour cette circonspection et former en temps réel des contre-discours en réaction à la « version officielle » : « *Les multiples possibilités d'expression unilatérale fournies par les réseaux sociaux maximisent la privatisation ou une "fragmentation" de la vérité. Rien n'est plus aisé que de coucher son point de vue dans un tweet ou un post et de jeter sa "part" de vérité sur la place publique.* » (Robert, 2021) Ainsi, sur les différentes plateformes de réseaux sociaux numériques, les groupes complotistes se multiplient, capitalisant sur les mécanismes algorithmiques de ces dernières (voir partie 2, [Les réseaux sociaux : clés de voûte de la désinformation ?](#)).

En particulier, les théoriciens du complot ont recours à la vidéo pour transmettre leurs contenus. Ce support permet d'étayer visuellement, voire esthétiquement, ses propos, comme on peut le voir sur les nombreuses vidéos qui circulent au sujet du 11 septembre, par exemple avec les arrêts sur image de la fumée au moment où elle semble esquisser le visage du diable. Dans *L'ère du complotisme*, Marie Peltier estime que : « *ce format biaise profondément la question du rapport aux faits et aux sources, et installe une dynamique de quasi-religiosité. L'orateur assène des vérités, endosse presque une posture de gourou et s'adresse sans intermédiaire à la personne qui est en train de visionner la vidéo, les yeux dans les yeux, sans place pour l'échange et le débat. [...] L'adepte s'abreuve ainsi à ce discours, qui n'invite pas au questionnement et qui le met en position de consommateur — tout ce que reprochent d'ailleurs les idéologues du complot aux médias de masse. La dynamique "Ne croyez plus personne sauf nous" est par ce biais nettement privilégiée* » (2021).

Cette utilisation d'Internet ne serait pas sans impact sur la croyance comme le souligne Gérald Bronner dans *La démocratie des crédules*: le web permet un récit complotiste plus stable, accroît les capacités de mémorisation et rend possible une mutualisation des arguments de la croyance. Le numérique marquerait en ce sens un tournant dans la transmission de la rumeur. Traditionnellement, la rumeur repose sur une transmission orale: elle est transmise et modifiée au fil de sa diffusion. Si les réseaux sociaux récents comme Tik Tok, Discord ou Twitch redonnent une forme d'oralité, le web se souvient de tout: au lieu d'évoluer, les arguments s'empilent et se sédimentent au fil du temps. Il devient ainsi de plus en plus aisé de formuler une nouvelle théorie sur la base d'un socle commun de théories antérieures.

Au-delà des complotistes: arnaqueurs, militants et humoristes

Les complotistes ne sont pas les seuls producteurs non institutionnels de fausses informations en ligne. *Le 1 hebdo* rappelle les travaux de Mehdi Moussaïd, chercheur en sciences cognitives à l'institut Max-Planck de Berlin, qui distingue trois profils principaux de créateurs de fausses nouvelles (Paulic, 2021). En premier lieu, il identifie les arnaqueurs, qui forment le groupe majoritaire: ils créent du contenu viral afin de pousser les utilisateurs à visiter des pages ou sites hébergeant de la publicité rémunérée. Cela a été le cas pendant la campagne présidentielle de 2016 des étudiants macédoniens de la ville de Veles qui ont lancé 140 sites web sur la politique américaine sur lesquels étaient publiés des contenus pro-Trump dans un but, non pas politique, mais purement lucratif selon leurs affirmations (Silverman & Alexander, 2016). Ces sites leur ont permis de gagner jusqu'à 2 500 euros par jour. Deuxièmement, M. Moussaïd distingue les créateurs de fausses informations qui répondent à des motivations politiques, afin de faire progresser un camp ou un candidat en particulier. Enfin, le dernier groupe est constitué de ceux qui créent de fausses informations pour faire de l'humour, rendant la frontière entre satire et *fake news* parfois floue.

Ces différents groupes recourent de plus en plus à la manipulation des images dans leurs campagnes de désinformation. Si elle n'est pas nouvelle, cette technique bénéficie aujourd'hui d'un double effet technologique: des outils de production de plus en plus perfectionnés et des supports de diffusion particulièrement réceptifs aux formats visuels (voir partie 2, [Les réseaux sociaux, clés de voûte de la désinformation ?](#)). Les technologies de retouche d'images permettent aujourd'hui un rendu abouti et discret et sont devenues accessibles à tous, même sans formation spécifique, donnant lieu dans les cas les plus extrêmes aux

deep fakes (voir encadré *deep fakes*). Au-delà même de la fabrication d'images ou de vidéos erronées, l'énorme bibliothèque d'images que constitue le Web permet aussi de republier des contenus visuels de façon décontextualisée avec des légendes mensongères. Par exemple, au début de l'année 2021, une photo de corps enveloppés dans des linceuls, étendus dans une cour en terre battue a été partagée des centaines de fois comme représentant une frappe aérienne française dans la ville de Bounti au Mali. Il s'agissait en réalité d'une photo prise en 2014 à l'issue d'un massacre dans un village nigérian par le groupe terroriste Boko Haram (Paulic, 2021).

QUESTIONNONS-NOUS

- Quel est le parcours des créateurs de fausses nouvelles?
- Quelles sont les motivations de ces acteurs?
- Que nous disent le profil, le parcours et les motivations des créateurs de fausses nouvelles de la désinformation en ligne?

RÉFÉRENCES

- Emmanuel Taïeb, « Logiques politiques du conspirationnisme », *Sociologie et sociétés*, vol. 42, n° 2, 2010, p. 267
- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Delouvé, S. (2012). *La pensée sociale. Rumeurs et théories du complot* (cours n° 3). Université Rennes 2.
- Barkun, M. (2013). *A culture of conspiracy: Apocalyptic visions in contemporary America* (Vol. 15). Univ of California Press.
- Butter, M., & Knight, P. (Eds.). (2020). *Routledge handbook of conspiracy theories*. Routledge.
- Weber, M. (1917). *Le Savant et le Politique*.
- Greenspan, R. E. « Who is Q? Why QAnon's ringleader may have been hiding in plain sight all along ». *Insider*. 8 avril 2021.
- Mahler, T. « Complotisme: quand FranceSoir fait la promotion de QAnon ». *L'Express*. 14 janvier 2021.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Presses universitaires de France.
- Paulic, M. Voyage au pays des images truquées. *Fake news, mensonges et vidéos. Le Un hebdo*. 2 juin 2021.
- Silverman, C. & Alexander, L. « Comment la Macédoine s'est retrouvée au cœur de la désinformation pro-Trump ». *Buzzfeed News*. 4 novembre 2016.

MARIE PELTIER:

**LE MYTHE FONDATEUR DU 11/09
ET LA NÉCESSITÉ D'UN RÉCIT
COMMUN RENOUVELÉ**

Historienne spécialiste du complotisme et du conflit syrien et des mécanismes de propagande de Damas et du Kremlin notamment, Marie Peltier publie en 2016 *L'ère du complotisme. La maladie d'une*

société fracturée. Bientôt réédité à l'occasion du vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, cet ouvrage propose un diagnostic sur la résurgence contemporaine du complotisme.

S'il est né à la fin du XVIII^e siècle dans un contexte prérévolutionnaire, le conspirationnisme s'est atténué pendant près de cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale et la prise de conscience des dérives inhumaines auxquelles de tels discours pouvaient conduire. Pour M. Peltier, le 11 septembre agit comme un « *mythe fondateur* » du complotisme contemporain et marque un tournant vers une « *ère de binarité, de rupture; une règle de la suspicion systématisée* » (p. 16). La place particulière de cet événement s'expliquerait par la conjonction de quatre facteurs. Premièrement, l'événement en lui-même est particulièrement choquant, conduisant certains à préférer des explications alternatives pour donner du sens à l'impensable. Ensuite, les attentats ont marqué un tournant dans la politique étrangère américaine, avec en particulier les débats autour de l'intervention en Irak. Le désaveu de cette opération, marquée par l'absence d'armes de destruction massive, alimentera à nouveau ce sentiment: « *on nous a menti.* » (p. 21). Troisièmement, le 11/09 coïncide avec une transition générationnelle particulière: les récits vivants de la Seconde Guerre mondiale disparaissent progressivement et laissent émerger « *un refus de plus en plus présent d'une certaine symbolisation autour de la Deuxième Guerre mondiale, spécialement celle entourant le génocide juif* » (p. 39). Enfin, le début des années 2000 est aussi la période de la démocratisation progressive d'Internet dans les foyers, un outil qui a lui aussi « *fondamentalement transformé le rapport au savoir et à la mémoire.* » (p. 41). Ainsi, le complotisme contemporain naîtrait en grande partie d'un désir de sens face à la confusion ambiante et à la complexité anxiogène contemporaine, permettant d'apporter un complément aux réponses politiques insatisfaisantes. En bref, pour M. Peltier, le complotisme matérialise la quête d'un nouveau « *récit partagé* » (p. 49).

M. Peltier pointe aussi que les discours anti-complotistes « *ont tendance à présenter le complotisme comme un problème exogène, selon une posture qui prétend "y faire face" et qui n'invite pas à se poser — du moins de manière explicite — la question d'une responsabilité partagée, au sein de la*

société, envers l'émergence et la perpétuation de ce phénomène.» (p. 126). Elle invite ainsi les pouvoirs publics, l'éducation nationale, les médias... à «prendre aussi la mesure de [leur] propre participation à cette mécanique infernale» (p. 128). L'injonction à l'esprit critique ne doit pas oublier que l'exigence première de l'esprit critique est d'abord de se l'appliquer à soi-même. Selon elle, il est donc nécessaire pour l'État, les médias et autres institutions publiques de commencer par réaliser leur propre introspection, de revaloriser l'altérité comme condition du débat public équilibré et de «redéfinir un socle d'acquis partagés» (p. 132). La rupture de confiance qui mène au complotisme masque parfois «un véritable désaccord dans la définition de fondamentaux» (p. 132). Il importe donc d'apporter un nouveau récit collectif, de faire preuve de transparence dans les pratiques des institutions et d'outiller les citoyens afin de leur permettre de penser, de s'exprimer et de vivre comme un sujet pensant, libre et autonome qui ne soit ni en situation de dépendance, ni d'aliénation par rapport aux autres.

UNE IMAGE VAUT-ELLE MILLE MOTS ?

Les progrès en informatique et en intelligence artificielle ont fait apparaître des contenus numériques créés de toute pièce. Ces contenus peuvent notamment être visuels, à

l'image des deep fakes. Un deep fake est une falsification « hyper-réelle » d'images, de vidéos ou de fichiers audios, effectuée à l'aide d'algorithmes, apposant l'image et/ou la voix d'une personne sur une autre personne afin de lui faire faire ou faire dire des choses, qu'elle n'a en réalité jamais faites ni dites¹. Popularisés par les vidéos pornographiques, les deep fakes sont autant malveillants que parodiques ou satiriques. On estime qu'en juin 2020 le nombre de deep fakes sur la toile était de 49 081, ce qui constituerait une augmentation de 330 % en un an². Vous en avez peut-être croisé un au fil de vos errances sur le net, sous la forme d'un Tom Cruise jouant au golf, d'une influenceuse japonaise derrière laquelle se cache en réalité un homme de 50 ans ou même d'une simple photo d'un utilisateur de réseau social. Pas convaincu ? Faites le test ici : toutes les photos générées sont le fruit de l'intelligence artificielle GAN, bluffant non ?

- 1 Chesney, B., & Citron, D. (2019). Deep fakes: A looming challenge for privacy, democracy, and national security. *Calif. L. Rev.*, 107, 1753.
- 2 Kugler, M. B., & Pace, C. (2021). Deepfake Privacy: Attitudes and Regulation. *Northwestern Public Law Research Paper*, (21-04), p.8.

PANDÉMIE DE FAUSSES NOUVELLES

La pandémie de Covid-19 constitue une source intarissable de mésinformation et de théories du complot, propagées notamment par des « experts » prétendant rétablir la

vérité. Parmi eux, le documentaire Hold-Up, sorti le 11 novembre 2020, a fait grand bruit en France. Ce film réalisé par Pierre Barnérias a été vu 3,3 millions de fois et partagé plus de 130 000 fois en 24 heures. Il synthétise une grande partie des théories complotistes et fausses informations qui circulent autour de la pandémie: l'Institut Pasteur aurait créé le virus, l'hydroxychloroquine serait efficace, les masques seraient inutiles ou encore Bill Gates et les « élites mondiales » auraient créé les vaccins afin de contrôler la population mondiale et d'engager le « Great Reset ». Alimentée par les informations divergentes de la part du gouvernement au début de la pandémie, notamment sur l'utilité ou non du port du masque, cette contestation de la « vérité officielle » autour du Covid-19 s'enracine aussi dans le climat de défiance accru envers les institutions depuis la crise des Gilets Jaunes. Ce mouvement a en effet alimenté un terreau particulièrement fertile de suspicion permanente à l'égard du « système » et possède la spécificité de s'être structuré en ligne. Les groupes (Facebook notamment) créés à ce moment-là pour organiser les mobilisations se sont ensuite transformés en espaces de discussion, de partage voire de production d'informations. Autant de pages qui ont pu être utilisées depuis le premier confinement pour relayer des interprétations alternatives de la crise sanitaire. C'est par exemple le cas du compte de Cat Antonio (ancien Gilet Jaune qui relaie désormais des théories complotistes à propos du Covid). La pandémie de Covid-19 est aussi inédite que complexe et anxiogène, poussant certains groupes de personnes à rechercher une explication plus « rassurante » (voir L'être social derrière la diffusion de fausses informations). Comme le résume Albert Moukheiber, psychiatre: « Plus une situation est ambiguë, plus on peut lui donner le sens que l'on veut. »¹

¹ France 5. La fabrique du mensonge. Fake News sur ordonnance. 7 mars 2020.

Le 28 octobre 2017, un utilisateur de la plateforme anonyme 4chan baptisé «Q» (en référence à un degré d'accréditation permettant d'accéder à des informations

classifiées au sein de l'administration américaine) publie un fil de messages intitulé «*Calm before the Storm*». Cette «tempête» fait référence à un événement supposément imminent pendant lequel des milliers de suspects (en majorité des personnalités démocrates) seront arrêtés, jugés et condamnés. Ce qui leur serait reproché? La torture d'enfants qui seraient abusés sexuellement et mangés afin de prolonger la durée de vie de ces individus grâce à l'adrénochrome. Ce message sera suivi de centaines d'autres à l'encontre du «*Deep State*» (État profond): un petit groupe contrôlerait le monde de façon cachée, derrière la vitrine des gouvernements nationaux. Cet utilisateur rallie bientôt autour de lui un groupe de plus en plus large d'autres utilisateurs anonymes, les «Anon» de Q: QAnon. Si le récit central de ce groupe n'est pas nouveau¹, il se distingue des autres mouvements complotistes par sa capacité à absorber une grande partie des théories du complot existantes: «*QAnon est un mouvement totalement protéiforme qui parle à la fois de pédocriminalité, des Illuminati, des reptiliens, de vaccins ou de l'assassinat de Kennedy: en gros, il peut agréger l'ensemble des théories complotistes et conspirationnistes qui existaient déjà tout en en créant de nouvelles et en créant de nouveaux liens entre elles* »².

Cette mouvance a rapidement pris de l'ampleur aux États-Unis et a joué un rôle majeur dans l'assaut du Capitole qui a eu lieu le 6 janvier 2021. À la faveur notamment de la crise sanitaire, les théories de QAnon ont progressivement fait leur apparition en France, via le Québec d'abord, puis via des «traducteurs de théories du complot »³. Parmi eux, la «*Team Top Gun*», constituée d'une dizaine de personnes, sélectionne, traduit et double en français les vidéos complotistes venues des États-Unis, notamment en ce qui concerne QAnon. Si la théorie reste assez confidentielle pour le moment en France et concernant surtout le *deep State* et non le complot pédo-sataniste, on a vu de grandes figures du complotisme français s'en emparer, comme Alexis Cossette-Trudel (fondateur du site Radio-Québec), Silvano Trotta, Ema Krusi (vidéaste), Antoine Cuttitta (YouTubeur pro-Trump)⁴, mais aussi de certains Gilets jaunes. De même, le site controversé *FranceSoir* a pu se faire le relais de discours relatant les thèses de QAnon, à l'image de la tribune d'un dénommé Frédéric Vidal, publiée le 9 janvier 2021, dans laquelle ce dernier, qui se revendique comme journaliste, analyse les émeutes du 6 janvier au Capitole. On y retrouve les poncifs du groupe: l'élection présidentielle américaine serait truquée, le mouvement a été infiltré par

des antiras et des partisans de *Black Lives Matter*, il existe un complot pédo-sataniste orchestré par les Démocrates... À la façon de Q, Frédéric Vidal annonce aussi une « vague de révélations choquantes » et des « arrestations nombreuses » de « personnages très en vue » dans les semaines à venir en France⁵. Des sites dédiés ont aussi été créés pour relayer en France les postulats et annonces de Q, comme les DéQodeurs, QActus.fr ou encore Dix Sept. Ainsi, en février 2021, le groupe Facebook « QAnon France » comptait 30 000 membres et la boucle Telegram du même nom, 4 000 personnes. Un autre groupe Telegram « Quoi2news » comptait environ 10 000 participants à la même date. Enfin, la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires) a reçu 10 signalements faisant état de « l'emprise et de l'endoctrinement de proches » par QAnon⁶.

1 Pour plus de détails, voir France 5. *La fabrique du mensonge. Les fake news au pouvoir*. 2020.

2 Quintin, B. « Qu'est-ce que le mouvement QAnon et comment s'est-il implanté en France ? ». *La Voix du Nord*. 07 janvier 2021.

3 Gayte, A. « QAnon, anti-vaccin : ils traduisent les théories du complot américaines en français ». *Numerama*. 24 février 2021.

4 Jacob. Q. « QAnon, cette mouvance pro-Trump conspirationniste qui touche la France ». *Le Figaro*. 14 février 2021.

5 Mahler, T. « Complotisme : quand FranceSoir fait la promotion de QAnon ». *L'Express*. 14 janvier 2021.

6 Lepoivre, A. « Dérives sectaires : le QAnon s'exporte en France, 10 signalements faits à la Miviludes ». *BFM TV*. 24 février 2021.

DIFFUSION : COMMENT LA DÉSINFORMATION SE PROPAGE-T-ELLE EN LIGNE ?

L'être social derrière la diffusion des fausses informations

L'homme est-il un animal croyant ?

« La pensée magique semble une composante absolument naturelle et constante de la psychologie humaine » estime Thierry Ripoll dans son livre *Pourquoi croit-on ?*. Cette capacité à croire serait même une spécificité de l'être humain en tant qu'espèce : « l'homme est un animal croyant au moins autant qu'il est un animal connaissant, raisonnable, intelligent (*Homo sapiens*). » Ainsi, nous pouvons nous demander à quel moment de l'Histoire et en quel point du globe, nous n'avons pas cru et propagé des croyances, des rumeurs, des théories du complot, bref des « affirmation[s] générale[s] que l'on présente comme vraie[s] sans données concrètes pour vérifier [leur] exactitude » (Allport et Postman, 1945).

Cette propension à adhérer et diffuser de fausses informations s'explique notamment par différents mécanismes psychosociaux, en particulier les deux systèmes de pensée identifiés par Kahneman. Alors que le système 1 est plus intuitif et est activé « par défaut » par le cerveau humain, le recours au système 2, plus analytique, est coûteux. L'être humain a donc recours à ce que Kahneman appelle des « heuristiques de jugement », soit des façons de raisonner simplifiées pour prendre des décisions rapides (voir partie 1, [Les mécanismes qui interviennent dans l'adhésion et la viralité des faits](#)). Ces raccourcis cognitifs peuvent conduire à différents biais, notamment le biais de confirmation : l'être humain préfère chercher des éléments qui valident sa croyance et non ceux qui l'infirmement. Ceci s'explique notamment par le fait que ces informations génèrent « un inconfort psychologique, une perte de sens et un sentiment de perte de contrôle trop douloureux pour pouvoir être pris en compte » (Ripoll, 2018). Anne-Cécile Robert pointe aussi l'existence d'un biais de conjonction — soit la tendance à relier entre eux des faits qui n'ont pas forcément de lien causal — et le biais d'intentionnalité consistant à préférer les explications liées à la volonté d'un individu ou d'un groupe d'individus (2021).

Le millefeuille argumentatif sur lequel les théories du complot sont construites et la façon dont les récits sont présentés favoriseraient l'activation de ces biais cognitifs. Or, adhérer à une théorie complotiste pourrait facilement enfermer les individus dans une spirale, soit parce

que la croyance dans une théorie du complot favorise par la suite l'adhésion à d'autres thèses complotistes — Moscovici (1987) parle de « *mentalité de conspiration* » pour désigner ce mode de pensée —, soit parce qu'on recourt à de nouveaux arguments conspirationnistes pour répondre aux arguments infirmant la théorie à laquelle on adhère (Douglas et al., 2019).

Le biais de confirmation en particulier donne au complotisme cette logique que Julien Giry qualifie de « *pseudo-critique à la fois accusatoire et victimaire* » : « *Elle se présente comme hyper-critique, en disant "je doute de tout, tout est manipulation, tout est pipé... c'est un problème de système". Et dans le même temps, on doute tout sauf de l'idée qu'il existe un complot. L'approche hyper-critique est donc contrebalancée par une approche infracritique, c'est-à-dire qui va à l'encontre de la critique. On sort de cette dialectique par l'accusation d'un côté : "il existe un grand complot dont les fomenteurs sont les juifs, les Francs-maçons, Big Pharma, etc." et la victimisation de l'autre : "on m'empêche de révéler ce grand complot au grand jour à mes con-citoyens". C'est là que le piège du complotisme se referme. Il devient un système de pensée, une vision du monde hégémonique où tout s'explique par une seule chose : le complot.* » ([Entretien](#) publié le 4 juin 2021)

Quelles sont les fonctions de la croyance ?

En plus d'être favorisée par les biais cognitifs de notre cerveau, l'adhésion aux rumeurs et aux thèses complotistes répond à différents besoins psychologiques que l'on peut classer en trois catégories.

En premier lieu, la croyance répond à des besoins épistémiques, c'est-à-dire le besoin de trouver du sens et de comprendre le monde qui nous entoure. En particulier, pour certains événements particulièrement traumatisants, comme les attentats du 11 septembre aux États-Unis, du 13 novembre en France, ou la pandémie de Covid-19, « *aucune explication, fût-elle parfaitement claire et avérée, ne sera à la hauteur de la sidération provoquée par de telles situations. Il faut donc inventer une explication alternative et nécessairement dissimulée pour rendre compte du caractère exceptionnel de l'événement : si cela arrive, c'est qu'on nous cache quelque chose car un tel événement ne pourrait pas survenir dans le cadre d'un fonctionnement normal du pouvoir. Très paradoxalement, la recherche de cohérence et de rationalité à tout prix finit par générer des interprétations parfaitement délirantes.* » (Ripoll, 2018)

Les réseaux sociaux ont permis à ce discours alternatif de se construire instantanément, explique Sylvain Delouvée : « *Si jusqu'à présent il fallait*

qu'une version officielle existe pour qu'il y ait une version complotiste, les réseaux sociaux, les smartphones et le numérique permettent une immédiateté entre l'événement et l'émergence de la théorie complotiste. On peut ajouter à cela une plus grande défiance aussi vis-à-vis des autorités instituées ainsi qu'un populisme de remise en question du pouvoir et des institutions. Pour caricaturer, dans ces schémas de pensée, il n'y a même pas besoin de savoir ce que dit Le Monde pour savoir que c'est un torchon à la solde du Gouvernement, ni ce que dit tel ministre pour savoir qu'il ment. » (Retranscription de l'entretien à venir)

Deuxièmement, la croyance répond à des besoins existentiels: *« Les gens peuvent également se tourner vers les théories du complot lorsque leurs besoins existentiels sont menacés, afin de compenser ces besoins menacés »* (Douglas et al., 2019). La croyance permettrait de retrouver une forme de contrôle face à un sentiment d'impuissance ou d'anxiété existentielle ou dans des situations anomiques. Notamment, *« [l'] incompréhension des principes fondamentaux de l'économie mondialisée et ses conséquences parfois désastreuses pour une partie grandissante de la population accroissent le sentiment d'absence de contrôle, par exemple. »* (Ripoll, 2018) On peut par exemple citer ici la théorie du Grand Remplacement répandue dans la complosphère d'extrême droite raciste et xénophobe, selon laquelle il existerait un processus volontaire et organisé de remplacement de la population occidentale par la population provenant du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

Troisièmement, la croyance répond à des besoins sociaux. L'adhésion au complot est associée avec un double besoin: de validation socio-identitaire et de distinction. D'un côté, pour Anne-Cécile Robert, *« [l]e complotisme illustre la fragmentation de l'espace social: on est disposé à croire à une théorie, même absurde, parce qu'elle conforte le discours du groupe auquel on appartient. Il valide une sorte d'entre-soi rassurant dans un monde en proie à une violence peu ou mal expliquée »* (2021). Adhérer à une théorie complotiste permettrait ainsi de s'insérer dans des groupes sociaux, en ligne notamment, et de retrouver une forme de sociabilité perdue: *« La diffusion de rumeurs ou de croyances conspirationnistes permettrait de créer et de renforcer les liens sociaux à l'intérieur d'un groupe. La transmission de rumeurs servirait même à transmettre les normes et valeurs dans un groupe social [...]. Dès lors, l'individu refusant de transmettre certaines croyances renvoyant à des théories du complot ou à des rumeurs pourrait même se voir stigmatisé ou exclu de son groupe d'appartenance »* (Delouvée, 2015). De l'autre, le complotisme valoriserait un besoin d'unicité: croire en une fausse nouvelle procurerait un sentiment d'être unique, différent, supérieur en possédant *« un savoir caché, réservé aux seuls initiés »* (Peltier, 2021). Ce

sentiment permettrait en un sens de «*restaurer ou rehausser une estime de soi défaillante*» (Ripoll, 2018).

Comprendre les mécanismes cognitifs et sociaux qui interviennent dans l'adhésion et la diffusion de fausses informations est tout particulièrement important pour appréhender la difficulté que peut représenter le processus d'abandon de ces croyances. Non seulement la croyance apporte du sens et constitue une matrice systémique de lecture des événements, mais elle peut devenir une composante de l'identité même de l'individu.

Cette analyse montre aussi que ces processus sont intrinsèques à l'être humain et donc partagés, ce qui va à l'encontre des tentatives de définition d'un «profil-type du complotiste».

Y a-t-il un profil-type ?

Pour Frédéric Lordon : *«le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques égarés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public. [...] [Il] pourrait être le signe paradoxal que le peuple, en fait, accède à la majorité puisqu'il en a soupé d'écouter avec déférence les autorités et qu'il entreprend de se figurer un monde sans elles.»* (2015)

Les pouvoirs publics, les médias, ou même le grand public ont tendance à parler «des complotistes», comme s'ils constituaient un groupe identifié distinct. Or, comme le rappelle Sylvain Delouvée : *«les premiers qui adhèrent à des théories du complot, à des rumeurs ou à des fake news, ça peut être nous.»* Il pointe que beaucoup d'études visent à identifier les caractéristiques des personnes adhérant aux théories complotistes : ce sont souvent des hommes, jeunes, seuls. Mais Sylvain Delouvée nous met en garde : *«ces résultats sont corrélationnels. Des méta-analyses ont montré que si on agrège les variables de la personnalité (si on s'ennuie, si on est superstitieux, si on est un homme, si on est jeune, si on est plutôt d'extrême droite ou d'extrême gauche, etc.) on n'explique que 5 à 10 % de la variance entre quelqu'un qui adhère ou quelqu'un qui n'adhère pas. Cela signifie qu'il ne faut pas chercher du côté des traits de personnalité.»* (Retranscription de l'entretien à venir).

D'ailleurs, une enquête menée par les Décodeurs du Monde a montré que *«[l]es 35-49 ans [...] représentent 22,1 % des internautes, 25 % des lecteurs des sites classiques et 32,7 % des lecteurs de sites peu fiables»*. À l'inverse, *«[l]es 15-24 ans [...] représentaient en avril [2020] environ 13,7 % de l'ensemble des internautes, 13 % des lecteurs des sites traditionnels et*

16,1 % du lectorat des sites classés "rouge" dans le Décodex.» (2020)

L'étude souligne aussi que « *les classes sociales les plus favorisées ne sont pas vaccinées contre la désinformation* » et représentent 31 % des internautes des sites jugés peu fiables alors que les CSP — représentent 32,4 %. Des résultats qui vont à l'encontre de l'idée que la désinformation ne touche que les jeunes peu diplômés. Ces résultats rejoignent ceux de Coralie Le Caroff et Mathieu Foulot qui ont investi plusieurs groupes Facebook à tendance complotiste (Le Caroff, 2021). Il ressort que leurs enquêtés ont entre 18 et 57 ans, ont tous le bac et ont en majorité un diplôme du supérieur. Les caractéristiques individuelles, si elles ne jouent pas sur la propension à adhérer au complotisme, auraient un rôle dans les théories auxquelles les individus croient. Par exemple, les femmes vont avoir tendance à entrer dans le conspirationnisme par la porte des médecines alternatives et des théories autour de la santé. Les deux auteurs soulignent ainsi que le complotisme est davantage le fruit d'une trajectoire individuelle: la famille dans laquelle on grandit, son enfance, un traumatisme éventuellement vécu dans sa vie... C'est aussi ce que souligne Sylvain Delouvée: « *Nous diffuserons des rumeurs particulières en fonction de ce que nous sommes et du groupe auquel nous appartenons; nous aurons recours à des stéréotypes particuliers ou nous ferons appel à des événements précis de la mémoire collective toujours selon nos groupes d'appartenance. Il en va de même pour la diffusion et la transmission de certaines théories du complot plutôt que d'autres.* » (2015)

Complotisme et extrémisme politique

Si l'établissement d'un profil-type des complotistes s'avère complexe, certaines études montrent un lien entre la propension à adhérer aux théories conspirationnistes et la radicalité politique. Début 2019, l'enquête de la Fondation Jean Jaurès et *Conspiracy Watch*, réalisée par l'Ifop, sur l'état du complotisme en France montre que « *le positionnement politique, notamment à l'extrême droite, reste une des variables induisant une adhésion plus forte que la moyenne aux représentations conspirationnistes* » (Igounet, 2019). 35 % des sympathisants du Rassemblement national (RN) adhèrent à au moins 5 des 10 théories du complot proposées dans l'enquête, contre 21 % en moyenne. C'est 29 % du côté de La France Insoumise. Les électeurs du RN sont aussi ceux qui expriment la plus grande défiance à l'égard des institutions et des médias. Si en moyenne selon l'étude, un Français sur quatre indique ne pas faire confiance aux médias, ils sont 38 % parmi les électeurs de Marine Le Pen.

Pour Gérard Bronner, cette corrélation peut s'expliquer dans les deux sens: d'un côté, le conspirationnisme pourrait mener à la radicalité

puisqu'il susciterait chez ses partisans une défiance généralisée envers les institutions établies et une indignation envers le « système » ; de l'autre, la radicalité pourrait elle aussi être un terreau propice au complotisme en partant d'une défiance politique pour aboutir à une méfiance généralisée et systématique (2021). Rudy Reichstadt souligne notamment que les personnalités politiques aux extrêmes puisent souvent dans l'imaginaire conspirationniste dans leurs prises de parole. Par exemple, *« Marine Le Pen fait très attention à ne pas utiliser le terme de "Grand Remplacement" mais ses discours sont absolument compatibles avec cette théorie-là. »* Pour lui, le complotisme est une *« passerelle entre des discours extrémistes : racistes, antisémites, homophobes... Il y a une parentalité entre ces discours qui sont tous marqués par une radicalité politique. »*

De même, les travaux de Florian Cafiero, Laurent Cordonnier et Gérald Bronner, à partir des données collectées par l'Ifop et *Conspiracy Watch*, montrent ainsi que 20 % des Français se revendiquant comme « gilets jaunes » se disent *« tout à fait d'accord »* avec l'affirmation selon laquelle *« il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale »* (2019). Ils sont aussi 34,4 % à adhérer *« tout à fait »* à la théorie selon laquelle *« le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins. »* Pour les auteurs, cette congruence entre complotisme et gilets jaunes ne s'explique pas par les caractéristiques socio-démographiques du groupe — d'ailleurs leurs analyses statistiques à cet égard n'ont donné aucun résultat significatif. Plutôt, ils y voient le signe d'une logique de radicalisation de la pensée : *« Voici précisément le problème que posent les théories du complot aux démocraties : elles peuvent être le marchepied à la radicalisation des esprits. [...] Le refus de principe de nombreux "gilets jaunes" de dialoguer avec le gouvernement s'inscrit dans une telle logique de radicalisation : le gouvernement n'est pas un adversaire politique, mais un ennemi à abattre. »*

Peut-on transmettre une fausse information sans y croire ?

Autre nuance majeure à apporter, la transmission d'une fausse information n'emporterait pas forcément l'adhésion à cette dernière. Sylvain Delouvé distingue trois éléments qui interviennent dans la croyance sociale : la connaissance, l'adhésion et la transmission (2015). Après une étude menée auprès de 287 étudiants de niveau licence d'une vingtaine d'années, il montre qu'il serait possible de connaître et transmettre une fausse information sans y adhérer. Autre résultat notable, la façon dont le fait est présenté, comme affirmation ou comme rumeur, n'aurait pas d'impact sur la connaissance que les sondés en ont, mais influencerait significativement leur adhésion : *« les participants*

adhèrent plus aux affirmations qu'aux rumeurs». Ainsi, Delouée s'interroge: «Plus que le contenu, dans ce cas, ce serait l'étiquetage ou l'appellation qui jouerait un rôle.»

De leur côté, Altay et al. ont cherché à comprendre si les utilisateurs des réseaux sociaux partageaient des informations parce qu'elles leur semblaient vraies ou intéressantes ou intéressantes si elle était vraie. Les auteurs concluent que *«les gens ne partagent pas forcément par erreur des informations dont l'exactitude est douteuse, mais plutôt parce que ces informations possèdent des qualités qui compensent leur inexactitude potentielle, comme le fait d'être intéressantes si elles sont vraies.»* (2020)

De la même façon, Gordon Pennycook et David Rand (2021) ont mis en lumière l'existence d'une dissociation importante entre ce que les gens croient et ce qu'ils partagent sur les médias sociaux. Cette dissociation serait largement due à l'inattention, plus qu'au partage délibéré de fausses informations. Ils soulignent ainsi qu'*«[u]ne possibilité notable est que le contexte des médias sociaux lui-même détourne les gens de la priorité à accorder à la vérité lorsqu'ils décident de ce qu'ils doivent partager — et, dans certains cas, peut activement promouvoir un comportement antisocial et entraver l'exercice de la pensée analytique et critique.»*

Ce dernier postulat doit nécessairement nous conduire à nous interroger sur le rôle joué par les plateformes numériques, en particulier les réseaux sociaux, dans la diffusion de fausses informations (voir partie 2, [Les réseaux sociaux: clés de voûte de la désinformation?](#))

QUESTIONNONS-NOUS

- Comment anticiper l'enfermement conspirationniste?
- Comment éviter que le désir de sens et de sécurité ne soit capté par de nouveaux gourous?
- Comment nous inciter à faire appel à la réflexion plutôt qu'à l'intuition, en ligne notamment?

RÉFÉRENCES

- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Allport, G. W. et Postman, L. (1945). « The Basic Psychology of Rumor », *Transactions of the New York Academy of Sciences*, 8: 61-81, cité par Delouvé, S. (2012). La pensée sociale. Rumeurs et théories du complot (cours n° 3). Université Rennes 2.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Moscovici, S. (1987). « The conspiracy mentality » in Graumann, C. F. & Moscovici, S. (éds) *Changing Conceptions of Conspiracies*, pp. 151-170. New York: Springer, cité par Delouvé, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Douglas, K. M., Uscinski, J. E., Sutton, R. M., Cichocka, A., Nefes, T., Ang, C. S., & Deravi, F. (2019). Understanding conspiracy theories. *Political Psychology*, 40, 3-35.
- Delouvé, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Lordon, F. « Le symptôme d'une dépossession ». *Le Monde diplomatique*. Juin 2015, cité par Robert, A. C. (2021), op. cit.
- Sénecat, A. « La désinformation ne touche pas seulement les jeunes et les personnes peu diplômées ». *Le Monde*. 04 août 2020.
- Le Caroff, C. « "Complotiste" tend à devenir une catégorie fourre-tout ». *Zadig n° 10. Au cœur du complotisme*. Mai 2021.
- Igounet, V. « Enquête complotisme 2019: le conspirationnisme et l'extrême droite ». *Fondation Jean Jaurès*. 20 février 2019.
- Bronner, G. « La radicalité pousse au conspirationnisme ». *Zadig n° 10. Au cœur du complotisme*. Mai 2021.
- Bronner, G., Cafiero, F. & Cordonnier, L. « Les "gilets jaunes" au risque du complotisme ». *The Conversation*. 14 février 2019.
- Altay, S., de Araujo, E., & Mercier, H. (2020). « If this account is true, it is most enormously wonderful »: Interestingness-if-true and the sharing of true and false news.
- Pennycook, G., & Rand, D. G. (2021). The psychology of fake news. *Trends in cognitive sciences*.

DEALERS D'OPINION, INFLUENCEURS VIRTUELS... QUI SONT LES NOUVEAUX GOUROUS ?

Les réseaux sociaux numériques, en particulier Instagram, ont fait émerger de nouveaux acteurs et même un nouveau métier, celui d'influenceur. Le mot est même entré dans le dictionnaire Larousse en 2020 avec la définition suivante :

« 1. Personne qui, par sa position sociale, sa notoriété et/ou son exposition médiatique, a un grand pouvoir d'influence sur l'opinion publique, voire sur les décideurs. 2. Spécial. Personne qui, en raison de sa popularité et de son expertise dans un domaine donné (la mode, par exemple), est capable d'influencer les pratiques de consommation des internautes par les idées qu'elle diffuse sur un blog ou tout autre support interactif (forum, réseau social, etc.). »

Pour Philippe Huneman, l'influenceur « *prolonge la publicité par la communauté et l'identification* » avec la spécificité de ne pas s'adresser « *à tout le monde, mais à ses semblables* », comme une forme très aboutie de la publicité ciblée (entretien réalisé le 7 mai 2021).

Auparavant négativement connoté, le terme d'influenceur est progressivement devenu mélioratif voire un objectif de vie. Des formations ont même été créées à cet effet. Selon un sondage de l'agence Morning Consult réalisé en 2019, 86 % des jeunes Américains seraient prêts à devenir eux-mêmes influenceurs en publiant du contenu sponsorisé en échange d'argent sur les réseaux sociaux, dont 20 % qui le feraient même s'ils n'aiment pas le produit en question¹.

Outre la communication et le marketing digital, les influenceurs jouent aussi un rôle clé dans la propagation des fausses nouvelles. Ils jouent à cet égard le rôle de ce que Julien Giry appelle les « *dealers d'opinion* »², soit des personnes qui ne produisent pas à proprement parler les fausses nouvelles, mais qui vont les relayer et faire en sorte qu'elles sortent de la clandestinité par rapport aux milliers de vidéos et articles disponibles.

On peut ainsi donner l'exemple de Naomi Wolf, chercheuse pionnière de la troisième vague du féminisme qui s'est progressivement convertie en influenceuse complotiste (elle a notamment sous-entendu à plusieurs reprises que l'État islamique avait été orchestré par les États-Unis). Suivie par 134 100 personnes sur Twitter, elle y partage chaque jour du contenu anti-vaccin ou remettant en question la « vérité officielle » autour du Covid-19. En France, Thierry Casasnovas, fondateur du mouvement « Regenere », est suivi sur YouTube par 536 000 personnes. Ses vidéos tournent autour de la santé et de l'alimentation. Il y prône notamment le

jeûne, le crudivorisme et les bains d'eau froide comme remèdes universels aux pathologies, y compris les plus sérieuses comme les cancers. Selon le rapport annuel 2020 de la Miviludes, Thierry Casasnovas a été la personne la plus signalée l'an dernier³.

L'intelligence artificielle marque aussi un tournant dans le monde de l'influence avec l'apparition d'**influenceurs virtuels**. Générés par ordinateurs, ces personnages hyper-réalistes comptabilisent parfois des millions d'abonnés. C'est le cas de Lil Miquela suivie par 1,7 million de personnes sur Instagram et qui pose aujourd'hui aux côtés de mannequins réels pour de grandes marques, comme par exemple avec Bella Hadid pour une campagne Calvin Klein à l'occasion de la Gay Pride. Première influenceuse virtuelle, Shudu Gram (qui comptabilise 216 000 abonnés sur Instagram) a suscité de vives controverses en ligne. Mannequin noire créée par un journaliste londonien blanc, cette initiative a été dénoncée comme une façon pour son créateur d'amasser des revenus en surfant sur la demande de diversité dans la mode.

1 Morning Consult (2019). *The influencer report. Engaging Gen Z and Millennials*.

2 Butter, M., & Knight, P. (Eds.). (2020). *Routledge handbook of conspiracy theories*. Routledge.

3 Emparan, P. « Coronavirus : la Miviludes alerte sur les mouvements sectaires qui prospèrent avec la pandémie ». *France Bleu*. 25 février 2021.

Étude de la diffusion du film Hold-up

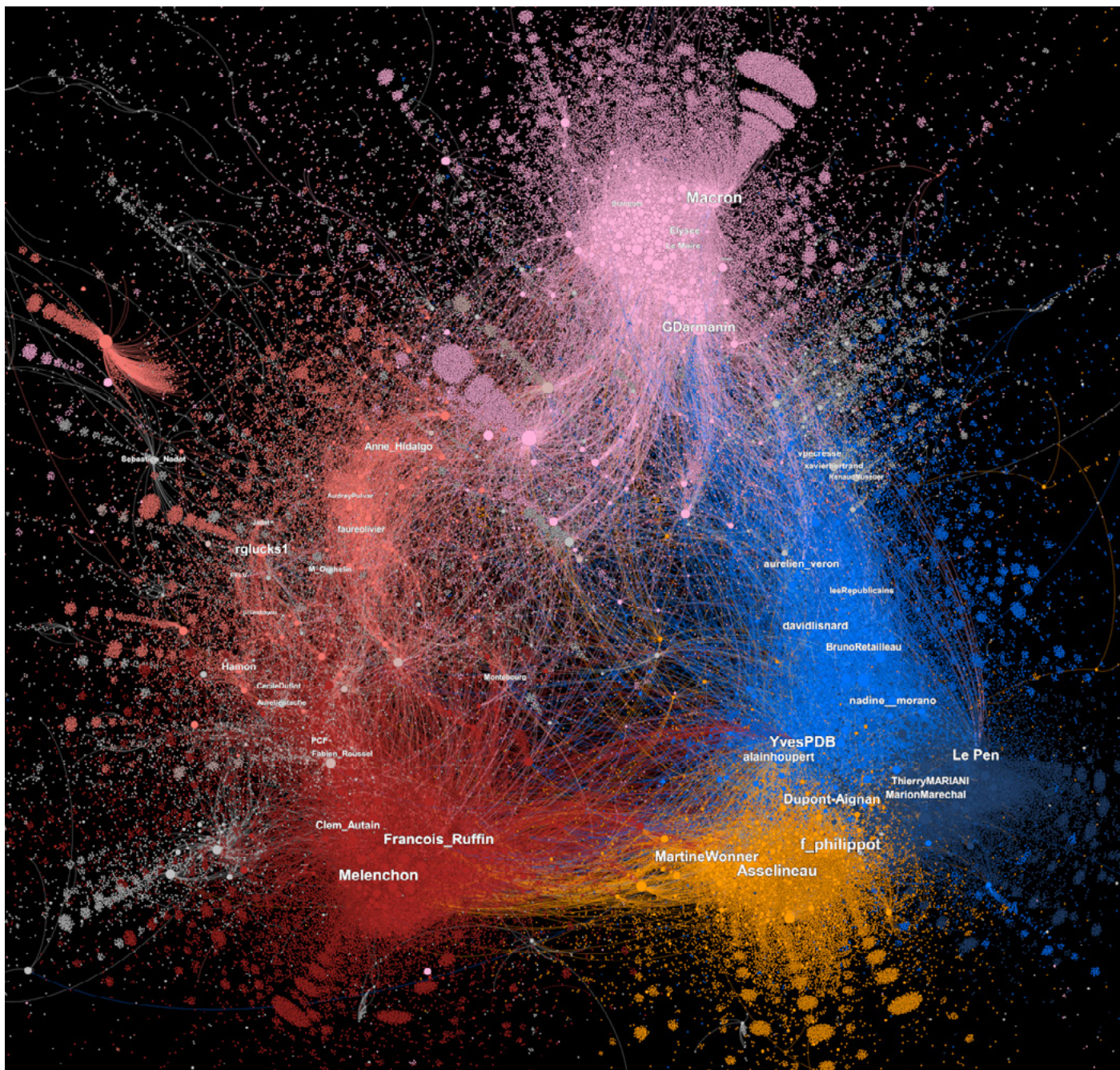
David Chavalarias, Directeur de Recherche au CNRS, Institut des Systèmes Complexes de Paris Île-de-France

Hold-Up: Retour sur un chaos est un film documentaire indépendant conspirationniste français sorti le 11 novembre 2020 produit par Pierre Barnérias, Nicolas Réoutsky et Christophe Cossé. Mettant d'abord en avant des controverses autour de la pandémie de Covid-19 telles que l'utilité des masques, du confinement, des traitements comme l'hydroxychloroquine, il développe ensuite dans une seconde partie la théorie d'un complot mondial qui aurait créé la maladie à coronavirus 2019 pour éliminer la moitié de l'humanité et asservir les survivants.

Vivement critiqué pour avoir participé à la désinformation autour de la crise de la Covid-19, nous cartographions ici les relais de ses premières diffusions au sein de la twittersphère politique grâce à une plateforme du CNRS, [le Politoscope](#).

[Le Politoscope](#) est une infrastructure numérique d'analyse des échanges politiques du Twitter. En suivant autour de 3000 personnalités politiques ainsi que certains mots-clé associés à des événements politiques (i.e. #présidentielle2022), le Politoscope permet de cartographier les échanges politiques du Twitter, dont il a été démontré qu'ils donnent une représentation précise du paysage du militantisme politique français[1].

Sur la période de lancement du film Hold-Up sur les réseaux sociaux (Novembre 2020 - Avril 2021), le paysage politique telle qu'il peut être reconstruit à partir des échanges Twitter peut être représenté par la figure 1.



Lors de la diffusion d'un contenu inédit ou du lancement d'une nouvelle polémique sur Twitter, il est d'usage que leurs auteurs créent pour l'occasion un ou plusieurs mots-clé (#hashtag), dont ils espèrent qu'ils seront par la suite utilisés comme points de ralliement numériques pour discuter de ces contenus. Les #hashtag permettent ainsi de suivre les premières diffusions d'un contenu original. Dans le cas du film Hold-Up, les mots clés créés pour sa diffusion ont été: "HoldUpStopLaPeur", "Hold_Up", "holdup_ledoc", "hold_up_film_documentaire". Il est alors possible d'identifier tous les comptes qui ont utilisé ces #hashtags pour annoncer ou relayer le film ainsi que les comptes qui, échangeant régulièrement des messages avec ceux-ci, ont été probablement les premiers exposés à ce documentaire.

Dans l'image ci-dessous qui reprend le fond de carte de la figure 1, les comptes ayant utilisé ces marqueurs sont colorés de l'orange au rouge en fonction du nombre de tweets, les comptes ayant échangé des tweets avec ce premier ensemble de comptes sont colorés en bleu, et les autres sont en gris. Sont ainsi représentés les comptes qui ont impulsés la diffusion de ce documentaires ainsi que les comptes qui y ont été a priori exposé en premier (mais sans relayer dans les mêmes termes).

L'image et la table ci-dessous montrent sans ambiguïté que les principales communautés à avoir initié la diffusion de ce documentaire sont des communautés traditionnellement complotistes: Les Patriotes et l'UPR. C'est aussi les communautés qui comptent les comptes Twitter les plus actifs en tant que primo-relais: sur les 6 comptes ayant relayé plus de 10 fois ces hashtags, 5 sont dans cette communauté, dont les 3 plus importants qui ont mentionné ces #hashtag dans 139, 27 et 23 tweets respectivement.

Communautés	Nombre de primo-relais	Nombre total de comptes	Pourcentage
LREM	3	45772	0,0065%
LFI	29	19721	0,147%
Les Patriotes & UPR	360	16067	2,24%
PS	1	14721	0,0068%
LR	58	13481	0,43%
RN	22	10113	0,22%

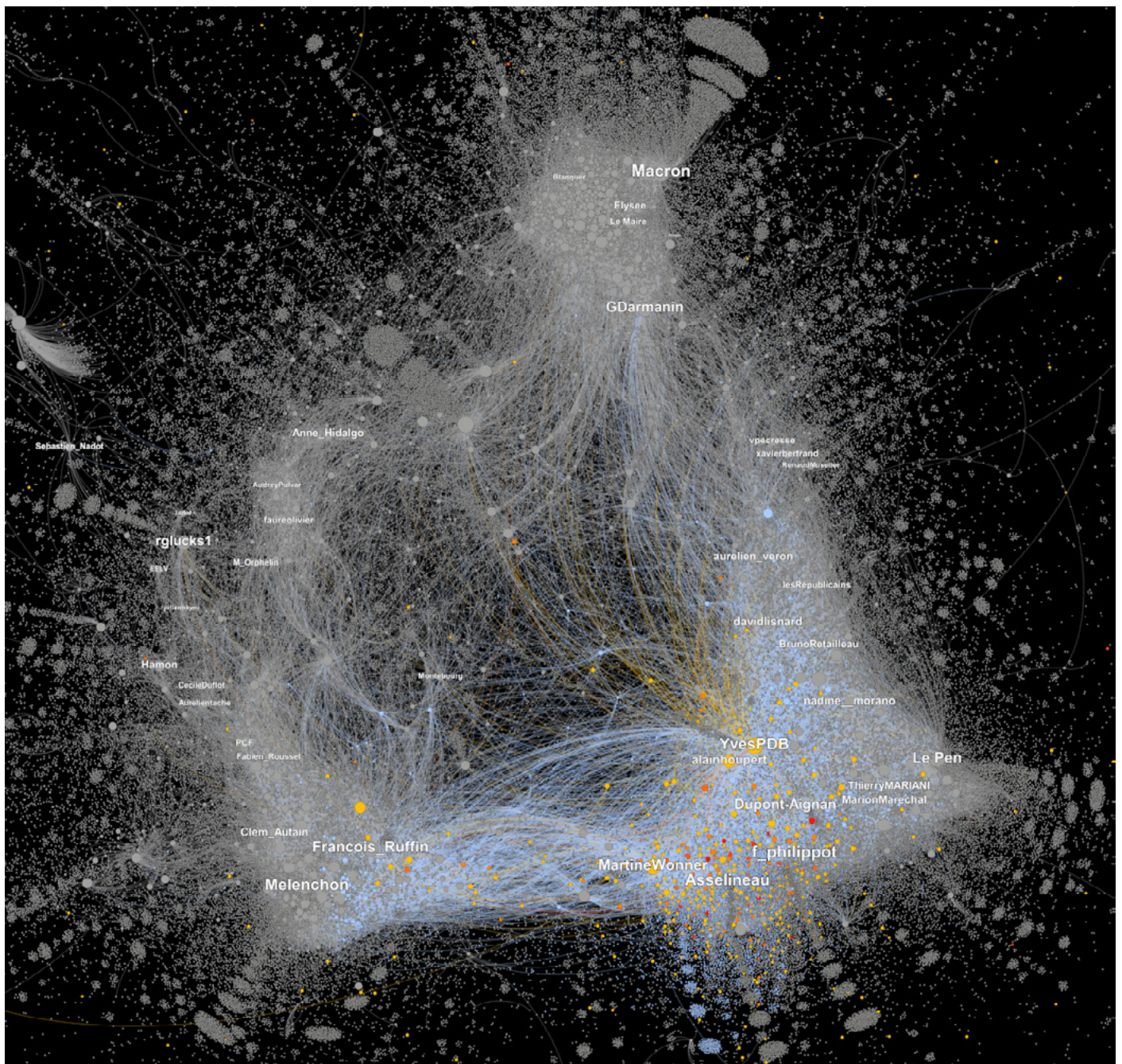


Figure 2. Diffusion des hashtags Hold-up. les comptes ayant utilisé ces marqueurs sont colorés de l'orange au rouge en fonction du nombre de tweets, les comptes ayant échangé des tweets avec ce premier ensemble de comptes sont colorés en bleu, et les autres sont en gris.

La diffusion de ce documentaire était donc particulièrement orientée politiquement et n'a été relayée, dans ses formes premières, que par très peu de communautés politiques.

1 Gaumont, N., Panahi, M., Chavalarias, D., 2018. Reconstruction of the socio-semantic dynamics of political activist Twitter networks—Method and application to the 2017 French presidential election.

PLOS ONE 13, e0201879. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0201879>
2 Jacomy, M., Venturini, T., Heymann, S., Bastian, M., 2014. ForceAtlas2, a Continuous Graph Layout Algorithm for Handy

Network Visualization Designed for the Gephi Software. PLOS ONE 9, e98679. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0098679>

Les réseaux sociaux: clé de voûte de la désinformation ?

Entre modération et amplification: quel est le rôle des algorithmes ?

Lorsque l'on cherche à analyser le rôle des plateformes numériques, en particulier des réseaux sociaux, dans la diffusion des fausses informations en ligne, les algorithmes jouent évidemment un rôle crucial. Pour Marc Faddoul, chercheur à la *School of Information* de UC Berkeley, et qui analyse les algorithmes des géants à travers le projet *Tracking.Exposed*, il faut distinguer le rôle des plateformes lorsqu'ils font de la modération de contenu et lorsqu'ils les amplifient à travers leurs algorithmes.

D'un côté, la modération représente la décision d'une plateforme de retirer un contenu. De l'autre, l'amplification algorithmique a lieu lorsque *«certains contenus sont mis en avant par l'algorithme»*. A contrario, d'autres contenus sont bannis des recommandations, une pratique appelée *«shadow-banning»*. Selon lui, *«le débat est aujourd'hui trop focalisé sur la modération alors que cela ne concerne que les contenus les plus extrêmes. La partie immergée de l'iceberg, c'est que les algorithmes décident quels contenus seront recommandés des millions de fois, et quels contenus resteront dans l'ombre.»*

Ce débat est particulièrement pertinent au sujet des contenus complotistes, qui ont tendance à être recommandés de manière disproportionnée, car ils génèrent plus d'engagement que la moyenne. *«Les opinions, mêmes excentriques, ont leur place sur internet, estime Marc Faddoul. Le problème c'est lorsque ces opinions, de par leur sensationnalisme, sont massivement promues par les algorithmes, jusqu'à donner l'impression aux utilisateurs qu'elles sont aussi fondées que des informations produites par des journalistes professionnels. Il n'y a aucun motif légitime à censurer les théories complotistes. Prenons par exemple la thèse selon laquelle le coronavirus serait issu d'un laboratoire à Wuhan. Au début, les experts s'accordaient à dire que c'était hautement improbable et motivé par des vues complotistes. Finalement, il y a quelques semaines, un article dans Nature demande d'explorer cette piste. Même si, ces théories sont très souvent infondées et parfois dangereuses, il n'y a pas d'arbitre ultime de la vérité. Et ce ne devrait en aucun cas être le rôle des plateformes. Ce qui pose davantage problème c'est lorsque des vidéos telles que Hold Up et Plandemic, qui soutiennent que le virus est un mythe créé par des élites politiques pour contrôler les populations, sont promues*

à des millions d'internautes qui n'ont rien demandé.» (Entretien réalisé le 25 mai 2021)

Le risque est que, lorsqu'une première recommandation complotiste dans ce genre est visionnée, l'algorithme continue à recommander des contenus similaires, jusqu'à enfermer l'utilisateur dans une vision du monde obtuse. C'est un phénomène bien connu, appelé bulle de filtre. Ce qui est moins connu, c'est que les personnalisations ne sont pas limitées aux recommandations. Les analyses de Tracking.Exposed ont montré que les résultats de recherche sont également personnalisés en fonction de l'historique de l'utilisateur. *«On s'est rendu compte que pendant les élections de 2020 aux États-Unis, lorsqu'on tapait "election results" sur YouTube, les utilisateurs recevaient des résultats très différents en fonction de leur orientation politique. Les Démocrates ne voyaient que des résultats acclamant la victoire de Biden, alors que les Républicains voyaient des vidéos qui criaient au scandale à la fraude électorale. C'est une bulle de filtre particulièrement insidieuse car, si les utilisateurs peuvent s'attendre à ce que leurs recommandations soient personnalisées, ils s'attendent à ce que leurs résultats de recherche soient plus universels. Le résultat est que chacun vit dans l'illusion que sa propre opinion est la vision dominante et légitime.»*

Avant de dépeindre une image objective du monde, le but ultime de ces algorithmes reste de générer de l'engagement, et donc du profit.

Pourquoi la fausse information est-elle virale sur Internet ?

Le modèle économique des principaux réseaux sociaux repose sur la publicité. Ce sont des marchés bifaces qui mettent en relation d'un côté des utilisateurs pour qui le service est gratuit et, de l'autre, des annonceurs qui paient pour que leurs publicités soient diffusées. De fait, les revenus que retirent les plateformes de cette publicité augmentent avec la pertinence des publicités transmises aux utilisateurs : c'est la publicité ciblée qui repose sur des algorithmes auto-apprenants (*machine learning*).

Cette pratique de ciblage algorithmique s'est ensuite étendue aux algorithmes qui déterminent le contenu du fil d'actualité de chaque utilisateur. Capitalisant sur le biais de confirmation (voir partie 2, [L'être social derrière la diffusion de fausses informations](#)), l'objectif est de proposer à chacun les contenus qui sont les plus susceptibles de lui plaire et de générer des interactions. C'est l'efficacité de ces algorithmes qui permet de capter l'attention des utilisateurs et de les inciter à rester sur la plateforme.

Le problème est que : *« Les modèles qui maximisent l'engagement favorisent également la controverse, la désinformation et l'extrémisme : pour faire simple, les gens aiment les choses scandaleuses. »* (Hao, 2021) Parmi les contenus extrémistes mis en avant par les plateformes, on trouve notamment les fausses informations. Pour Philippe Huneman : *« Il y a sur les réseaux sociaux un système de rémunération symbolique qui fonctionne et qui est assez indifférent à la vérité. »* (Entretien réalisé le 7 mai 2021). Les fausses informations sont donc particulièrement recommandées aux utilisateurs. Par exemple, Jonathan Albright, sur la base d'une cartographie de plus de 9000 vidéos complotistes sur YouTube, souligne que les seules cinquante vidéos conspirationnistes les plus vues concernant des fusillades de masse aux États-Unis comptabilisent un total de 50 millions de vues. Albright insiste aussi sur le fait que ces vidéos génèrent une valeur économique importante avec la monétisation automatique permise par la plateforme : *« Chaque fois qu'il y a une fusillade de masse ou un événement terroriste, en raison du contrecoup qui s'ensuit, ce genre de conspiration sur YouTube augmente en taille et en valeur économique. »* (2018)

En ce qui concerne Facebook, les études se multiplient pour montrer le lien entre la publication de fausses informations et l'engagement généré. Edelson et al. (2021) l'ont montré pour les contenus répandant de fausses informations en amont de l'élection présidentielle de 2020 et au moment de l'assaut du Capitole en janvier 2021. Plus largement, Vosoughi et al. (2018) ont mis en lumière que *« [l]es fausses informations se diffusent significativement plus loin, plus rapidement, plus profondément et plus largement que la vérité dans toutes les catégories d'informations, et les effets sont plus prononcés pour les fausses nouvelles politiques que pour les fausses nouvelles sur le terrorisme, les catastrophes naturelles, la science, les légendes urbaines ou les informations financières »*.

Il est à souligner que les plateformes elles-mêmes ont conscience du lien qui existe entre l'engagement sur la plateforme et la polarisation politique. Par exemple, dans une étude de 2017, le *Chief product officer* de Facebook Chris Cox conclut que réduire la polarisation impliquerait aussi de réduire l'engagement et donc la croissance de la plateforme. Malgré cette prise de conscience, les plateformes sont parfois réticentes à réduire la visibilité des contenus extrémistes pour plusieurs raisons. Le motif évident est que cela risquerait de freiner leur croissance et donc leur rentabilité. Toutefois, des motifs plus subtils sont parfois mis en avant. Facebook insiste ainsi sur le risque d'ajouter des *« biais anti-conservateurs »* à l'algorithme, alors que leurs efforts sont aujourd'hui concentrés autour de la réduction des biais algorithmiques (Hao, 2021).

Néanmoins, il semble que l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021 ait marqué un tournant dans cette stratégie. Twitter, Facebook, Instagram ou encore Twitch ont effectivement pris la décision de bannir Donald J. Trump de leurs plateformes en raison des fausses informations assénées par ce dernier qui ont été qualifiées d'« *appel à la violence contre un gouvernement élu démocratiquement* » par Mark Zuckerberg. Le 21 janvier, Facebook a annoncé que son conseil de surveillance (organe externe à l'entreprise, chargé de gérer les réclamations concernant les contenus retirés des plateformes du groupe) allait se prononcer sur la suspension du compte de Donald J. Trump. Une consultation en ligne a ainsi été ouverte aux internautes le 29 janvier 2021. Le 5 mai, la « Cour Suprême » de Facebook a annoncé valider la décision prise par Facebook mais critique le fait que cette décision ait été imposée de manière permanente. Ainsi le conseil donne six mois à Facebook pour réexaminer sa décision dans le but « *de déterminer et de justifier une réponse proportionnée et cohérente avec les règles appliquées aux autres utilisateurs de sa plateforme.* » En réponse à cette décision, la plateforme a annoncé que le compte de l'ancien président des États-Unis serait suspendu pour deux ans. Cette annonce s'accompagne de la mise en place de nouveaux protocoles pour gérer les cas exceptionnels comme celui de Donald J. Trump. Notamment, un groupe d'experts sera chargé, à l'issue de la période de suspension, d'évaluer le niveau du risque pour la sécurité publique, ce qui pourrait conduire au prolongement de son bannissement. Facebook s'engage aussi à être plus transparent dans ses décisions et leurs impacts sur les utilisateurs et publie à cet effet son « *strike system* » détaillant les contenus que Facebook se réserve le droit de supprimer et les conditions dans lesquelles cette modération intervient. Cependant, cette doctrine est contrebalancée par la « *newsworthiness allowance* ». Autrement dit, la plateforme accepte de limiter sa modération de contenus dans le cas où l'information est particulièrement importante pour le public (Facebook, 2021).

Toutefois, Marc Faddoul nuance cette implication des plateformes dans la modération des fausses informations : « *C'est un problème qui est central pour toutes les plateformes et qui se présente de façon assez similaire, mais toutes les plateformes ne l'abordent pas de la même façon, il y a des élèves meilleurs que d'autres.* » (Entretien réalisé le 25 mai 2021). Pour lui, la gestion de l'assaut du Capitole et des messages de Trump en a été le révélateur : « *Twitter, qui depuis longtemps avait commencé à mettre des messages d'avertissement sur les tweets de Trump, a d'un coup pris la décision que c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Ils avaient aussi interdit la publicité politique pendant la dernière élection américaine, ce qui avait été une décision courageuse parce que cela aurait pu représenter beaucoup de revenus. En face, Facebook et YouTube se sont allègrement*

servis de la campagne américaine pour générer beaucoup de revenus publicitaires et ont ensuite suivi Twitter et banni Trump. C'est donc une décision qui me semble assez hypocrite.» Il se montre aussi sceptique de la décision rendue par le conseil de surveillance de Facebook: le conseil a confirmé la décision en disant qu'elle devait être temporaire, mais «a aussi dit que la décision revenait au final à Mark Zuckerberg. C'est intéressant de voir que toutes ces décisions reviennent in fine dans les mains des CEO. Toutes les décisions fondamentales sont prises par une seule personne.»

Les réseaux sociaux comme chambre d'écho ?

Pour Marie Peltier, *«[l]a force d'un réseau social est de donner l'illusion à chacun d'avoir son propre espace virtuel et sa posture, réaffirmant une individualité dont beaucoup se sentent désappropriés.»* (2021) Les réseaux sociaux capitalisent sur l'homophilie des individus et leur permettent de se retrouver entre personnes partageant les mêmes idées, les mêmes centres d'intérêt (voir partie 1, [Les mécanismes qui interviennent dans l'adhésion et la viralité des faits](#)). Philippe Huneman insiste toutefois sur la dimension construite de ces bulles: *«Ce ne sont pas seulement les gens qui choisissent de s'enfermer dans des bulles, c'est la façon dont les algorithmes sont conçus qui crée ces bulles. Le problème fondamental aujourd'hui c'est que les usagers sont captifs»* (entretien réalisé le 7 mai 2021).

Cette tendance communautariste des réseaux sociaux s'illustre aussi par la possibilité de bloquer certains utilisateurs qui nous déplairaient et que nous ne souhaiterions plus croiser en ligne, sans justification particulière à apporter: *«On se conforte plus qu'on s'expose à un véritable dialogue. On "communique" dans l'unilatéralisme.»* (Robert, 2021).

En période électorale, comme ce sera le cas en France en 2022, l'impact sur le débat public de ces stratégies est particulièrement préoccupant, comme le résume Rudy Reichstadt: *«si chacun se fabrique dans son coin sa propre réalité alternative, celle qui conforte le plus sa vision du monde, alors le débat démocratique se condamne à être un dialogue de sourds»* (Bastie, 2019). Marie Peltier ajoute à cette critique le risque de la mise sur un pied d'égalité de toutes les informations sans hiérarchie et sans filtre, *«[d]ans un contexte où le rapport aux sources est problématique et le questionnement sur l'origine de l'information souvent absent»* (2021), permettant à de fausses informations de se propager et de se banaliser.

Cependant, Julien Giry nuance cet impact des algorithmes: *«Mais ce n'est pas l'algorithme qui est le problème en soi, il n'a pas été créé pour nourrir*

le complotisme, c'est le complotisme qui "se sert" de l'algorithme. On ne va pas se voir proposer demain des dizaines de vidéos complotistes si on n'a pas fait d'abord la démarche préalable de consulter une ou plusieurs vidéos sur ce thème. C'est là qu'il faut aussi se forcer à "casser" l'algorithme, et cela peut passer par différentes méthodes au moins au niveau individuel: on peut utiliser des logiciels qui empêchent le tracking sur son ordinateur par exemple ou faire l'effort d'aller consulter différents types de sites et de contenus. Ces éléments doivent faire partie de l'éducation aux médias.» (Entretien publié le 04 juin 2021)

Cette idée des réseaux sociaux comme une chambre d'écho est aussi contredite par d'autres études soulignant que ces plateformes seraient plutôt les lieux d'une «*conversation nationale*» (Barberá et al., 2015). Barberá et al. (2015) montrent ainsi que si pour les événements politiques les échanges sur les réseaux sociaux ont principalement lieu entre personnes partageant les mêmes préférences idéologiques, il en va autrement des autres événements d'actualité, comme les attentats de Boston en 2013 par exemple, ou le Super Bowl. Dans ce second cas, ils observent un processus dynamique partant d'interactions inter-idéologiques avant de se transformer en débat polarisé. Pour les auteurs, le degré de ségrégation idéologique sur les réseaux sociaux aurait donc été surestimé. De la même façon, Dutton et al. (2017) insistent sur le fait que, dans les sept pays de leur étude (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et Etats-Unis), 36 % des utilisateurs d'Internet sondés sont exposés «*souvent ou très souvent*» à une grande variété de points de vue et d'opinions et 43 % «*de temps en temps*».

Le complotisme est-il devenu un jeu en ligne ?

Enfin, outre la dimension communautaire des réseaux sociaux, le web 2.0 a aussi apporté une nouvelle dimension de *gamification* ou de ludification: les fausses informations, en particulier les théories du complot, se sont transformées en énigmes à découvrir et à résoudre, reprenant les mécanismes du jeu. Ce phénomène s'observe particulièrement avec le mouvement QAnon (voir partie 2, encadré [QAnon en France](#)). Cette théorie complotiste reprend notamment les codes des jeux en réalité alternée, soit des jeux en ligne qui s'appuient sur le monde réel. Sauf qu'ici, les frontières entre le jeu et la réalité atteindraient un niveau de brouillage inédit. À chaque publication par Q d'un message énigmatique (appelé «*Qdrop*»), la communauté des Anons se lance dans une véritable chasse au trésor afin de trouver le sens derrière ces phrases. Il en va de même avec des images ou vidéos de l'ancien président Donald J. Trump. Par exemple, sur une photo de ce dernier prise sur le parcours du golf de Dan Scavino, les Anon disent avoir

repéré la lettre Q sur le gant du président alors qu'il était au 17^e trou. Or, «Q» est la dix-septième lettre de l'alphabet. De même lors de la cérémonie d'adieu de Trump à la base aérienne d'Andrews: dix-sept drapeaux sont présents sur l'estrade, un signe rassurant du retour prochain de Trump pour les *Anons* (Hanne & Gendron, 2021). Le jeu permet aussi aux *Anons* de ne pas être passifs mais, au contraire, de participer activement au mouvement. Autre avantage des réseaux sociaux: ce jeu n'a pas de perdant, tout internaute peut partager sur son compte son interprétation des messages de Q et échanger avec des pairs à ce sujet (Rahmil, 2020). Cette émulation collective, perçue comme indispensable face à l'ampleur du complot que Q tente de mettre au jour, renforce aussi la dimension sociale du complotisme en ligne (Thompson, 2020).

Pour Walter Kirn, Q marque ainsi un tournant dans le complotisme: plutôt que de formuler des affirmations, il préfère poser des questions et a bâti un *storytelling* autour de ces pistes, ce qui a suscité un engagement inédit de la part de la communauté qui se sent investie d'une mission (2018). Q et d'autres organisations complotistes auraient ainsi capté un désir de co-construire un récit collectif et de participer à la construction du savoir, faute d'autres dispositifs plus institutionnels pour y parvenir. Ceci s'observe très concrètement par la publication de messages comme «*Who controls the narrative?*», en français: «*Qui contrôle le récit?*». C'est finalement cette question que pose aujourd'hui concernant la propagation de fausses informations en ligne: qui est légitime pour porter le récit de la vérité et auprès de qui?

QUESTIONNONS-NOUS

- Le débat actuel se concentre-t-il trop sur la modération des contenus extrêmes, et non sur les risques liés à l'amplification de leur diffusion?
- Quelles données les plateformes devraient-elles être obligées de partager quant à la modération et à l'amplification des contenus viraux?
- À quoi ressemblerait un *business model* dans lequel les plateformes seraient responsables économiquement de la véracité des informations qui y sont diffusées?

RÉFÉRENCES

- Hao, K. « He got Facebook hooked on AI. Now he can't fix its misinformation addiction ». *MIT Technology Review*. 11 mars 2021.
- Albright, J. « UntrueTube: Monetizing Misery and Disinformation ». *Medium*. 5 février 2018.
- Edelson, L., Nguyen, M. K., Goldstein, I., Goga, O., Lauinger, T. & McCoy, D. « UntrueTube: Monetizing Misery and Disinformation ». *Medium*. 3 mars 2021, cité par Hao, K., *op. cit.*, 11 mars 2021.
- Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359(6380), 1146-1151, cité par Hao, K., *op. cit.*, 11 mars 2021.
- Barberá, P., Jost, J. T., Nagler, J., Tucker, J. A., & Bonneau, R. (2015). Tweeting from left to right: Is online political communication more than an echo chamber?. *Psychological science*, 26(10), 1531-1542.
- Dutton, W. H., Reisdorf, B., Dubois, E., & Blank, G. (2017). Search and politics: The uses and impacts of search in Britain, France, Germany, Italy, Poland, Spain, and the United States.
- Turcan, M. « Facebook bloque "indéfiniment" le compte officiel de Donald Trump ». *Numerama*. 07 janvier 2021.
- « Oversight Board upholds former President Trump's suspension, finds Facebook failed to impose proper penalty ». Conseil de Surveillance. Mai 2021.
- Clegg, N. « In Response to Oversight Board, Trump Suspended for Two Years; Will Only Be Reinstated if Conditions Permit ». Facebook. 4 juin 2021.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Bastié, E. « "Internet a démultiplié la capacité du complotisme à influencer notre imaginaire" ». *FigaroVox. Le Figaro*. 29 novembre 2019.
- Hanne, I. & Gendron, G. « QAnon : la rhétorique du complot ». *Libération*. 3 mars 2021.
- Rahmil, D. G. « QAnon : secte, jeu de piste... qu'est-ce qui séduit les adeptes du complot ? ». *L'ADN*. 28 octobre 2020.
- Thompson, C. « QAnon Is Like a Game—a Most Dangerous Game ». *Wired*. 22 septembre 2020.
- Kirn, W. « The Wizard of Q ». *Harper's Magazine*. Juin 2018.

LA DÉSINFORMATION COMME MARCHÉ: QUI HÉBERGE QANON ET LES NÉONAZIS?

Derrière son aspect immatériel, Internet repose sur un ensemble de serveurs bien physiques qui hébergent les différents services que nous utilisons, dont les réseaux sociaux, et leurs informations.

Cependant, tous les réseaux sociaux ne se ressemblent pas dans leurs contenus, certains se distinguant par l'absence totale de modération et la propagation de contenus particulièrement haineux, voire illicites. Ces sites à la ligne éditoriale douteuse sont souvent bannis par les hébergeurs traditionnels et en particulier par le géant Amazon Web Services (AWS). C'est dans cette niche que s'est engouffré Nick Lim, un Américain de 23 ans, fondateur de l'entreprise Vanwa Tech qui propose des services d'hébergement aux États-Unis (les serveurs sont situés à Dallas au Texas) à destination notamment du Daily Stormer (un des sites néonazis les plus populaires aux États-Unis) et 8kun (dont le lien avec QAnon n'est plus à prouver). Son chiffre d'affaires s'élève à plusieurs centaines de milliers de dollars par an. Il ne se définit néanmoins pas comme un extrémiste, mais comme un homme d'affaires possédant une vision extensive de la liberté d'expression¹. En creux, cette entreprise questionne aussi l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les plateformes pour lutter contre la haine et la désinformation sur Internet: au-delà de la modération des contenus, leur hébergement doit aussi être pris en compte.

¹ Turton, W. & Brustein, J.
« A 23-Year-Old Coder Kept
QAnon Online When No
One Else Would ».
Bloomberg. 14 avril 2021.

L'ARGENT : LE NERF DE LA GUERRE

Pour lutter contre la diffusion de messages à caractère haineux, de rumeurs, et d'infox (français de *fake news*), deux associations, *Sleeping Giants* et *Stop Hate*

Money, mènent un combat contre les sources de revenus des « entrepreneurs » de fausses informations/de désinformation.

Fondée aux États-Unis à la suite de l'élection de Donald J. Trump en 2016, *Sleeping Giants* s'intéresse à la publicité programmatique. Ce type de publicité permet à des sites web de proposer des espaces publicitaires, qui seront attribués durant les premières secondes d'ouverture d'une page web par une régie publicitaire. Autrement dit, les annonceurs n'ont pas forcément connaissance du contenu à côté duquel leur publicité est affichée. En utilisant les outils de la communication positive, *Sleeping Giants* alerte les différentes marques dont les publicités seraient affichées à côté de contenus haineux afin d'assécher les revenus publicitaires du site web. Pour Rachel, cofondatrice de *Sleeping Giants* France, la plupart des marques ont compris que les clients, lors de l'achat de produit, s'intéressent aussi aux valeurs de la marque comme, par exemple, les critères écologiques, d'inclusion, de respect des droits humains, etc. La communication est un des moyens de montrer ces valeurs.

Tristan Mendès France, en charge de *Stop Hate Money*, l'une des trois actions de l'Observatoire du conspirationnisme, explique que la promotion de la haine et le complotisme s'appuient toujours sur un modèle économique, qu'il s'agisse de codes, d'abonnement donnant accès à plus de contenus, ou autres¹. Cette seconde initiative, créée en 2017 s'intéresse quant à elle aux entreprises du web qui pourraient, sur leur plateforme de type *marketplace*, proposer certains des produits et *goodies* de la sphère complotiste comme par exemple des t-shirts, des abonnements vidéos ou podcasts, etc.

Pour ces deux associations, le but est d'enrayer la participation économique non consciente d'un grand nombre d'entreprises afin de diminuer les revenus des acteurs qui surfent sur ces phénomènes.

1 Rfi. « Comment *Sleeping Giants* et *Stop Hate Money* luttent contre les discours de haine en ligne ». *Atelier des médias*, 10 octobre 2020.

Impact: au-delà des effets politiques, des risques économiques

Les risques liés à la désinformation sont souvent évoqués dans le contexte politique des élections. Par exemple, la diffusion de conversations privées du parti démocrate lors des élections présidentielles américaines opposant Donald J. Trump à Hillary Clinton ou encore les *Macron Leaks* survenues trois jours avant l'ouverture des scrutins pour les élections présidentielles.

Toutefois, la manipulation de l'information ne sert pas uniquement à orienter les résultats d'un scrutin, elle peut également être utilisée pour faire chuter le cours de la bourse. En 2013, le piratage du compte Twitter du média *Associated Press* a provoqué une chute du cours de la Bourse estimée à 130 milliards de dollars suite à la publication d'un tweet selon lequel Barack Obama aurait été blessé dans une explosion (Ropoza, 2017).

De manière plus indirecte, l'entreprise américaine de meubles Wayfair a eu la déconvenue de se retrouver mêlée aux théories des QAnon. Des adeptes de la théorie ont en effet pointé le fait que des armoires, avec des prix jugés excessifs, de la marque portaient des prénoms féminins et a accusé l'entreprise de participer au trafic d'enfants international et d'utiliser les armoires à cet effet (voir partie 2, encadré [QAnon en France](#)). En réalité, les armoires sont à destination des entreprises avec des formats adaptés à des entrepôts notamment, ce qui explique les tarifs. Cependant, ces allégations sont très rapidement devenues virales en ligne et ont forcé Wayfair à démentir publiquement ces théories. Les données de CrowdTangle ont montré que le terme «Wayfair» avait généré sur Instagram 4,4 millions d'interactions (*likes*, commentaires, partages, discussions...) et sur Facebook 12 000 posts et presque 1 million d'interactions (Spring, 2020).

Ces exemples montrent que la problématique de la désinformation est bien plus large que celle de la seule protection de la démocratie et qu'il est urgent d'offrir un cadre aux différents acteurs concernés, plateformes, journalistes et public afin d'en limiter la diffusion et les effets. Ils questionnent aussi la responsabilité des relais, notamment des journalistes, qui transmettent de bonne foi des informations erronées dont les conséquences financières et économiques peuvent être massives.

C'est la question qui se pose aujourd'hui quant au litige qui oppose l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'agence de presse Bloomberg

(Vergara, 2021). En 2019, l'AMF avait condamné l'agence de presse à une amende inédite de 5 millions d'euros pour « *diffusion d'information fausse ou trompeuse* ». En cause, la publication en novembre 2016 par Bloomberg d'une dépêche basée sur un faux communiqué au sujet de la société Vinci, alors victime d'une usurpation d'identité. Un groupe de *hackers* avait en effet transmis un communiqué reprenant l'identité visuelle de l'entreprise, mentionnant de supposées malversations comptables et le licenciement du directeur financier. Relayée en premier lieu par Bloomberg, cette information reprise par la suite dans d'autres médias, fait plonger de 20 % le cours de Bourse de l'entreprise, soit une perte d'environ 7 milliards d'euros. Rapidement démentie par Vinci puis par Bloomberg, la fausse information a causé des dégâts financiers majeurs. Incapable de remonter la piste des *hackers*, l'AMF a poursuivi Bloomberg en lui reprochant « *d'avoir diffusé des informations que Bloomberg aurait dû savoir fausses et susceptibles de fixer le cours du titre Vinci à un niveau anormal et artificiel* ». Cependant, Bloomberg a fait appel de la décision, jugeant que l'information avait été relayée en toute bonne foi. La décision de la Cour d'appel est attendue pour septembre 2021.

RÉFÉRENCES

- Ropoza, K. «Can 'Fake News' Impact The Stock Market?». *Forbes*. 27 février 2017.
- Spring, M. «Wayfair: The false conspiracy about a furniture firm and child trafficking». *BBC News*. 15 juillet 2020.
- Vergara, I. «Fausses informations: nouveau rebondissement dans l'affaire Bloomberg-Vinci». *Le Figaro*. 6 mai 2021.

VÉRIFICATION: UNE ADAPTATION CONSTANTE DES MÉTHODES

Des disciplines bousculées? L'impact du numérique sur les méthodes de recherche de l'information

Il paraît nécessaire de sortir du caractère manifeste de la vérité, ou de la vérité officielle pour réduire l'emprise du « mensonge » sur nos sociétés. C'est ce que Anne-Cécile Robert met en avant dans ses travaux: *« La vérité n'est pas un absolu, mais une construction sociale, une relation entre diverses variables; c'est-à-dire qu'elle évolue en fonction des connaissances accumulées collectivement et dans les échanges libres et raisonnés qui les mettent à l'épreuve, les vivifient et les fortifient. »* (2021)

Quand la science rencontre le politique

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 est venue rappeler à quel point autorité scientifique et pouvoir politique pouvaient entretenir des rapports compliqués. Du côté politique, la science a pu être utilisée comme un argument d'autorité pour légitimer les mesures sanitaires, comme le montre la création d'un Conseil scientifique chargé d'éclairer les décisions gouvernementales concernant la gestion de l'épidémie, et ce dès le 10 mars 2020. Les pouvoirs politiques se sont appuyés à plusieurs reprises sur les recommandations du Conseil Scientifique, considérées comme légitimes car émanant de personnes faisant autorité dans leurs disciplines.

Néanmoins des divergences ont pu apparaître sur certains points, reléguant l'autorité de la science à une opinion, ce qui, dans une plus grande mesure, a pu desservir la parole scientifique. Ce fut le cas par exemple avec l'hydroxychloroquine. Cette molécule a été vantée à partir de février 2020 par le professeur Didier Raoult dans une vidéo YouTube. Celui-ci y décrédibilise la montée des inquiétudes planétaires à propos de la pandémie, arguant qu'avec le traitement miracle la maladie ne serait que de l'ordre du rhume. Néanmoins, les données scientifiques manquent pour confirmer ses propos, les méthodes employées paraissent frauduleuses. Malgré l'alerte donnée par un grand nombre de chercheurs, l'opinion publique connaîtra alors un réel emballement. Cet engouement n'épargne pas les politiques, et le 9 avril 2020 le président de la République lui-même se rend à l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection pour y rencontrer le professeur Raoult. Outre Atlantique, Donald J. Trump se fait prescrire ce remède. Dans cet

exemple on peut voir une science personnalisée, mise en scène, à travers des figures médiatiques fortes.

Cependant, ces divergences de vues entre scientifiques et personnalités reconnues ne se sont pas cantonnées à un écosystème d'experts, mais se sont étendues sur la place publique avec des répercussions sur l'opinion publique. Sylvain Delouvé explique que : *« concernant la science, le problème ne relève pas que des complotistes. La méfiance voire la défiance dans la science arrive aussi au grand public car celui-ci a du mal à comprendre le fonctionnement même de la science. La récente pandémie en est une parfaite illustration. Voir des scientifiques en désaccord, des articles rétractés, est traduit comme un dysfonctionnement. Or, pour monsieur et madame tout le monde, le désaccord entre scientifiques prouve qu'il y a une forme de relativisme. Pour autant, il s'agit du bon fonctionnement de la science. »* (Retranscription de l'entretien à venir). Comme on peut le voir sur le site web de [retractionwatch](#), même les scientifiques les plus reconnus font des erreurs qui donnent lieu à des conclusions erronées malgré le contrôle de la qualité exercé lors de la revue par les pairs. Sylvain Delouvé ajoute *« Si l'on présente les pour et les contre on a l'idée d'un match. Or, c'est un débat politique, médiatique, un débat de discussion »*.

Comme l'explique Mathias Girel, maître de conférences en philosophie à l'ENS Ulm, il faut distinguer trois domaines différents lorsqu'on parle de la science (entretien réalisé le 7 mai 2021). Il y a d'abord le domaine de la recherche avec les années de travail qui permettent de la construire. On a ensuite le domaine de l'expertise, plus associé à la parole publique, dans lequel on retrouve deux positions : l'expert d'un domaine qui se positionne sur une question particulière ou l'expert des sciences en général. Ce type d'expertise peut alors avoir un effet plus désastreux sur la science en général, en créant un effet de cacophonie. Il est important, face à cette catégorie, de replacer chaque interlocuteur dans son contexte : qui s'exprime au nom de quoi ? Quelle est sa légitimité pour le faire ? Enfin, la science peut être employée dans le champ politique. Elle peut alors servir à légitimer, comme nous l'avons déjà mentionné, par argument d'autorité, la politique publique. Ici aussi, cette utilisation de la science n'est pas sans risque et peut justifier une prise de décision linéaire, faisant oublier le fait que la science est un processus qui peut parfois faire coexister des positions plurielles, voire contradictoires.

Ce serait donc bien le travail médiatique et politique autour de l'usage de la science dans le débat public qui aurait un impact sur la défiance ainsi que son utilisation trop rapide, peu soucieuse de remettre les publications dans leur processus de vérification et le scepticisme qui est

lui est propre (Merton, 1942). Pour Philippe Huneman, *«faire de la science implique de critiquer ce que les autres avancent. Donc la science qui aboutit est une science qui a subi un “crash test”, qui est essentiellement aujourd’hui ce qu’on nomme le peer review. [...] C’est pour cela que quand je lis un article dans une revue scientifique, je sais que cela a plus de chances de correspondre à la réalité, que quand j’en entends parler ailleurs. C’est grâce à cette structure de la science, dite agonistique. Cela ne veut pas dire que la science dit toujours le vrai, mais c’est une pratique sociale dont la structuration fait qu’elle est plus fiable que les autres pour produire des énoncés, des théories proches de la réalité.»* (Entretien réalisé le 7 mai 2021) Le scientifique jouant sa réputation professionnelle à chacune de ses publications, son intérêt va dans le sens du maintien de celle-ci.

La légitimité de l’autorité scientifique serait en berne

Dans une enquête traitant de la crise de confiance politique, le baromètre annuel 2021 de la confiance d’Edelman montre que 61 % des Français interrogés disent faire confiance aux scientifiques, soit un recul de 17 points par rapport à l’année précédente. C’est la profession qui enregistre la plus forte baisse. Si la science constituait une boussole au XIX^e siècle, celle-ci aurait perdu en légitimité au profit d’une survalorisation de l’opinion. Dans nos sociétés, les savoirs sont inégalement répartis, ou répartis à différents degrés. Si certains font la distinction entre le savant et le profane, l’expert et la société civile, Bernadette Bensaude-Vincent explique que cela ne veut pas dire que ceux qui ne possèdent pas le savoir scientifique doivent être sous tutelle et obéir à ceux qui le possèdent.

Pour la philosophe, dans les situations de crise, les individus penseraient en termes de coûts et bénéfices pour réduire les incertitudes. Ils n’ont alors pas de savoirs scientifiques mais des formes de savoirs pour faire ces calculs. Il s’agit du «savoir de l’opinion», un concept qui permet à Bernadette Bensaude-Vincent de penser la question de l’autonomie de la science dans la société: *«une voie moyenne peut être trouvée qui, au côté d’une science qui garde ses prérogatives et ses valeurs, autorise à imaginer un “savoir de l’opinion”, une “opinion volontaire”, qui ne doivent pas être dévalorisés et constituent une autre manière de comprendre le monde, qui elle aussi fait sens»* (2000). Il ne s’agit pas alors de remettre en question les conseils de Gaston Bachelard et de la *Formation à l’esprit scientifique* (1938) mais de rappeler que lorsque la science traite des problématiques contemporaines, en éclairer de l’opinion publique, la ligne méthodologique n’est pas toujours aussi linéaire que ne le propose le manuel.

Réalités sociologiques de la construction des réponses politiques

Pour Bruno Latour, il faut étudier la « *science en train de se faire* » plutôt que les productions scientifiques une fois abouties puisqu'il s'agit d'une construction permettant d'accéder à un réel. Face à un problème donné, une communauté va répondre selon quatre étapes définies : la perplexité (l'émergence des questionnements face au problème), la consultation (la mise en place d'études pour répondre au problème), la hiérarchisation (le choix entre les différentes solutions), l'institution (l'inscription légale, étatique des choix). L'ensemble de la communauté, ainsi que les scientifiques qui la composent, vont intervenir dans toutes les étapes. Autrement dit, il n'y a pas d'un côté la science pure qui statue sur la vérité des faits dans un monde à part et de l'autre la politique qui statue sur la marche à suivre à partir de pures valeurs morales. La politique et la science sont en interaction constante à chaque étape du processus de la construction du savoir.

L'agnotologie, soit les études sur la science de l'ignorance, part du même principe. Ici l'ignorance représente l'ensemble des domaines où des questions ne sont pas adressées, étudiées, ni pensées (Girel, 2013). La production d'ignorance est culturelle, tout comme celle de la science : la confusion pouvant être une stratégie pour noyer le débat. Il est donc nécessaire d'ancrer l'expression scientifique dans le contexte à partir duquel elle s'exprime (quand, à qui et pour qui) autant que ce qu'elle dit et avec quelle méthode.

L'histoire du temps présent, lutter contre l'instrumentalisation, retour aux fondamentaux

Pour Benedetto Croce (1949), toute histoire serait contemporaine car l'historien répond à des sollicitations du présent et de l'actualité. L'histoire, et plus particulièrement l'histoire du temps présent, ferait partie des disciplines qui peuvent être victimes d'une instrumentalisation, notamment autour des questions controversées, ou d'une colonisation par le présent. Cette utilisation peut avoir des effets sur la construction des réalités communes, que l'on soit dans une vision unanimiste ou pluraliste de l'histoire. À titre d'exemple, certains chercheurs ont montré qu'aux États-Unis les *fake news* des médias se trouvaient dans 4 livres d'histoire sur 5 (Hidgon et al., 2021). Les historiens ont critiqué ces instrumentalisations, et appliqué des stratégies de contournement, notamment en choisissant des sujets éloignés des potentielles récupérations politico-médiatiques. (Ferro, 1987)

À l'ère numérique, en plus de cette demande d'immédiateté de l'histoire, d'autres problématiques se posent comme la multiplication des sources, des discours, des témoignages. Pour Denis Peschanski: *«Le problème n'est pas d'en avoir trop peu mais d'en avoir trop. Cela renvoie au travail de l'historien quelles que soient ses sources. Il n'y a pas une ou plusieurs vérités en histoire. Il y a plusieurs lectures des traces laissées par le passé en fonction des questions que l'on pose. Il y a forcément de nouvelles questions avec de nouvelles sources et ces nouvelles sources doivent conduire à la prise en compte de leur singularité et à la capacité d'analyse du Big Data.»* (Entretien réalisé le 27 avril 2021) Les nouvelles méthodes et les sources numériques bousculent les précédentes comme par exemple la vérification des faits par la preuve de Mabillon: *«si deux sources indépendantes l'une de l'autre donnent la même version d'un fait, on considérera que ce dernier est vrai»* (Lacroix, 2015). Or, le numérique rendrait plus ardue la possibilité de trouver deux sources réellement indépendantes en raison de l'interconnexion permanente.

Comme dans la sphère scientifique, l'opinion publique remettrait en cause la parole de l'historien. Pour Denis Peschanski: *«Le premier obstacle auquel on est confronté, c'est la reconnaissance de l'expertise. On ne peut pas donner d'outil sauf à se former à la pratique historienne et à ses méthodes: croisement des sources, hiérarchisation, d'où ça vient, à qui ça s'adresse, quelle est la chaîne argumentative»* (Entretien réalisé le 27 avril 2021). À nouveau, c'est la rigueur dans l'application des méthodologies de travail éprouvées qui permet à l'historien de défendre ces analyses des faits en présence.

La pratique de la vérification des journalistes à l'ère numérique

Les réseaux sociaux marquent le règne de l'information de seconde main. Anne-Cécile Robert explique *«On s'informe de plus en plus grâce à des liens, des sites, des plateformes, des podcasts qu'on se signale les uns aux autres»*. Progressivement, *«L'idée de remonter "à la source" disparaît, y compris pour les journalistes.»* (2021)

Par certaines pratiques, et notamment avec l'essor des infographies, les journalistes empruntent parfois les outils de travail des scientifiques, notamment l'utilisation de la donnée dans le *data journalism*. Certains statisticiens mettaient en avant des limites à ces pratiques numériques du journalisme (en plus des limites citées en partie 1 [De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance](#)) comme par exemple: le rythme effréné de production de la salle de presse, les études supérieures qui ne sont pas celles du scientifique ou l'absence du

processus de revue par les pairs. Les problèmes apparaissent quand les arguments cités par les journalistes, sans qu'ils n'aient nécessairement de validité scientifique, s'inscrivent dans l'esprit des lecteurs au détriment des sciences. Par exemple, une statistique relative au nombre de fois où les termes « *Comment frapper une femme sans que personne ne le sache ?* » ont été recherchés sur Google en 2020 s'est répandue très vite sur les réseaux sociaux et a été reprise par plusieurs sites d'information. Pour autant, ce chiffre s'est avéré complètement faux et relevait d'une confusion des variables utilisées. (Turcan, 2021)

Néanmoins, la vérification permettrait de contextualiser un fait ou une information reçue. Pour Julien Giry, membre du projet VIJIE de l'Agence Nationale de la Recherche portant sur les pratiques de consommation de l'information, notamment des professionnels, il est possible d'identifier différentes postures selon différents critères : la fréquence, le temps consacré ou les sources utilisées pour la vérification. De plus, selon les premiers résultats de son étude, peu d'individus s'appuient sur une vérification déléguée (se reporter à l'avis de) dans leur consommation médiatique. Pour autant, le *fact checking*, qui est une des formes de vérification déléguée, a rencontré un grand succès au milieu des années 2010.

Le *fact checking* par les médias : retour à la déontologie de la vérification de l'information ?

Le *fact checking* relève d'une méthodologie plus systématique d'un corps professionnel qui a pu être critiqué pour son manque de rigueur. Pour Sophie Eustache, « *Le terme de "fact-checking", qui s'impose aujourd'hui, remplace une pratique plus ancienne, qui consistait à vérifier le contenu des articles avant publication. Les journaux s'emparent rapidement de cette nouvelle forme de fact checking, qui consiste à vérifier un discours toujours extérieur et a posteriori, c'est-à-dire après publication.* » (2020) Pour la journaliste indépendante, cette frénésie est représentative du journaliste post-politique où il n'y a plus de place pour la discussion hormis des vérités factuelles. Anne-Cécile Robert ajoute dans ses analyses « [...] *le fact checking distille une vision réductrice de l'investigation journalistique, qui consisterait simplement à vérifier des chiffres en consultant des bases de données, alors que c'est l'enquête de terrain, en principe et par tradition, qui permet d'éprouver une information. D'autre part, cette nouvelle pratique offre une conception simpliste de la vérité, qui serait basée sur des faits neutres et objectifs.* » (2021)

Pour certains, sous les apparences de la neutralité et de la rigueur journalistique, les médias se serviraient du *fact checking* comme d'une vitrine, sans rien changer aux contraintes structurelles qui les entraîneraient par ailleurs à diffuser des erreurs ou de fausses informations. Par exemple, en janvier 2019, les Décodeurs du *Monde* publient un graphique destiné à mesurer l'efficacité d'un rétablissement de l'ISF en France, mais en oubliant de prendre en compte une variable, le contrôle de l'évasion fiscale. Des questions peuvent alors se poser «*[est-il] vraiment nécessaire de dissocier ces journalistes du reste de l'équipe en les mettant sur des rubriques à part entière ? Ne participent-ils pas à la propagation des fake news en les vérifiant ? Quel effet réel a le fact-checking sur les lecteurs ?*» (Eustache, 2019). Pour autant, le *fact checking* a permis de développer des outils à forte valeur ajoutée. C'est le cas de l'initiative du Medialab de l'AFP, soutenu par la communauté européenne, qui propose une approche participative de la vérification d'information ainsi qu'un logiciel de détection de fausses images [WeVerify](#).

Et si la vérification des faits ne suffisait pas ?

Néanmoins pour certains, certaines formes de *fact checking* pourraient avoir des effets pervers sur les phénomènes qu'ils cherchent justement à dénoncer (voir partie 1, [Dénoncer n'est pas questionner](#)). Par exemple, le projet du Gouvernement «*Desinfox*», qui avait pour but de lutter contre les fausses informations autour du Covid-19, a rapidement échoué : outre l'apparition quasi-instantanée d'un site miroir complotiste, il a aussi entraîné un effet boomerang de la part des professionnels du journalisme : les classifications autour de la légitimité, de la fiabilité des informations et des médias (souvent traditionnels) ont été montrées du doigt comme des atteintes à la liberté de la presse.

Dans leurs études publiées en 2018 et 2020 par Emeric Henry, Sergei Guriev, Oscar Barrera et Ekaterina Zhuravskaya, s'intéressent à l'impact du *fact checking* en amont d'élections. Deux impacts sont ciblés. Tout d'abord les effets de cette pratique sur la «*correction*» des croyances. Puis, sur la diminution du partage et la circulation des fausses informations et infox. Concernant le premier impact, ils argumentent que l'effet du *fact checking* serait négatif. Leur expérience menée dans le cadre de l'élection présidentielle de 2017 montre que sur une même statistique, la version donnée par le parti d'acointance va être privilégiée et que la correction de cette statistique par un *fact checker* n'a aucun effet sur les intentions de vote. Leur seconde expérience sur la diminution du partage et la circulation montrent que le *fact checking* imposé ou proposé réduirait considérablement le partage d'information (de 30 à 40 %). Ils ajoutent que pousser les utilisateurs à confirmer le

partage réduit grandement celui-ci (environ 75 % à chaque fois). On comprend que la finalité du *fact checking* n'est pas tant de faire changer les opinions que de fournir un travail de journalistique respectant la déontologie de la vérification de l'information.

Pour le journaliste, et ses méthodes de vérification, le constat est le même que pour la science et l'histoire: il faut revenir à des méthodologies éprouvées. L'ensemble des experts ajoutent qu'il est aussi primordial d'accentuer l'éducation à la critique des médias: identifier une source, lire une image, vérifier une image (même techniquement), apprendre la contextualisation d'un texte, etc. Il faut apprendre à lire les données, tant sur le temps long en formant des formateurs pour l'éducation nationale, qu'à travers les outils d'éducation aux médias et à l'information.

RÉFÉRENCES

- Merton, R. K. (1942). *The Normative Structure of Science*.
- Croce, B. (1949), *Contributo alla critica di me stesso*, trad. française, Paris, Nagel, 110.
- Ferro, M. (1987). *L'Histoire sous surveillance: Science et conscience de l'histoire*. Gallimard, Folio histoire.
- Lacroix, A. (2015). *Ce qui nous relie*. Allary éditions, 291.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Turcan, M. « Comment frapper une femme » recherché sur Google: itinéraire d'un raté médiatique, *Numérama*, 5 mai 2021.
- CEVIPOF (2019). 2009-2019: la crise de la confiance politique. *Baromètre de la confiance politique*.
- Bensaude-Vincent, B. (2000). *L'opinion publique et la science. À chacun son ignorance*.
- Bachelard, G. (1938). *Formation à l'esprit scientifique*.
- Girel, M. (2013). *Agnologie: mode d'emploi. Critique*, (12), 964-977.
- Latour, B. (1987). *Science in Action: How to Follow Scientists and Engineers through Society*. Harvard University Press.
- Higdon, N., Huff, M., & Lyons, J. (2021). Today's Fake News is Tomorrow's Fake
- History: How US History Textbooks Mirror Corporate News Media Narratives. *Secrecy and Society*, 2(2), 4.
- Eustache, S. (2019). À qui profite le fact-checking ?. Fake news, mensonges et vérités, *Monde commun*, (2), PUF.
- Henry, E., Guriev, S., Barrera, O., Zhuravskaya, E. (2018). Facts, Alternative Facts, and Fact Checking in Times of Post-Truth Politics, *Science Po Economics Discussion Papers*.
- Henry, E. Guriev, S., Zhuravskaya, E. (2020). Checking and Sharing Alt-Facts, *Science Po Economics Discussion Papers*.

QUESTIONNONS-NOUS

- Faut-il que l'information soit décryptée par un tiers ou chacun peut-il vérifier sans être guidé?
- Quelles actions les individus peuvent-ils mettre en place contre les informations toxiques?
- Comment créer un fonctionnement de démocratie participative intermédiaire vers laquelle les gens peuvent se tourner en cas de vers des problèmes, en dehors des échéances électorales nationales?
- Comment donner envie aux gens de vérifier les informations auxquelles ils adhèrent et qu'ils partagent?

Les plateformes, piliers de la vérification d'information ?

Les réseaux sociaux ont très tôt compris qu'ils avaient un rôle à jouer dans la lutte contre la diffusion de fausses informations, notamment parce que les créateurs s'appuient sur certains de leurs mécanismes pour favoriser la diffusion de ces contenus (voir partie 2, [Les réseaux sociaux : clés de voûte de la désinformation ?](#)).

Participer à toutes les luttes tout en étant tiraillé par les objectifs de croissance

La question de la réglementation des plateformes fait aujourd'hui débat dans de nombreux domaines, notamment au sujet de l'encadrement et de la transparence de leurs algorithmes ou encore de la modération des contenus. Si les plateformes ont récemment pu montrer des signes d'ouverture à cet égard (les décisions qui ont suivi l'assaut du Capitole le montrent), il n'en demeure pas moins qu'elles sont en général réticentes face à ces velléités de régulation qui pourraient mettre en danger leur croissance.

Karen Hao a mis ce paradoxe en avant dans une série d'entretiens réalisés avec Joaquin Quiñonero Candela, responsable du *Society and AI Lab* chez Facebook : « *La direction de Facebook a également affaibli ou interrompu à plusieurs reprises de nombreuses initiatives visant à nettoyer les fausses informations sur la plateforme, car cela nuirait à cette croissance.* » (2021). En effet, les algorithmes des réseaux sociaux, comme Facebook par exemple, n'ont pas été créés pour filtrer ce qui est faux ou illicite ; ils ont été créés et conçus pour inciter les gens à partager et à s'engager face à une grande diversité de contenu, en leur montrant des contenus outrageants ou choquants (voir partie 2, [Les réseaux sociaux : clés de voûte de la désinformation ?](#)).

Dans cette situation, il est légitime de se demander « *qu'en est-il de la traque des fausses informations qui suppose d'analyser des preuves ? Est-il possible de tabler sur le pouvoir d'autorégulation des plateformes ? En leur demandant "d'assécher" la fausse information à la source, n'y a-t-il pas un risque, au nom de la transparence, d'une censure de l'information qui dérange ?* » (Vie publique, 2019). Selon Laurent Bigot, « *Facebook verse quelques centaines de milliers d'euros, voire un million d'euros par an, aux médias français pour qu'ils produisent du fact checking et, du même coup, nettoient son fil d'actualité. C'est une aide mineure, sans rapport avec celle qu'il faudrait déployer ni avec le chiffre d'affaires de cette multinationale. [...] Il faut comprendre que Facebook n'aurait aucun intérêt à lancer une vraie guerre contre les fake news* » (2021)

COMMENT QUALIFIER UN CONTENU D'ERRONÉ? ENCADRÉ SUR L'ABC FRAMEWORK

Afin d'encadrer plus efficacement ces pratiques, Camille François, chercheuse et *Chief Innovation Officer* de la société Graphika, propose d'analyser la façon dont se diffusent les campagnes de désinformation à travers un

système de trois «vecteurs» intitulé l'«*ABC Framework*»: les *Manipulative Actors*, les *Deceptive Behaviors*, les *Harmful Contents*.

Les acteurs de la désinformation

Les *manipulative actors* sont les personnes qui commettent consciemment et volontairement des actes de désinformation.

Ce premier vecteur de diffusion de la désinformation pose deux grands enjeux. D'une part, celui de l'identification des personnes à l'origine des campagnes de désinformation. D'autre part, la mise en œuvre de mesures visant à empêcher les auteurs de publications trompeuses d'utiliser les réseaux sociaux comme un levier pour diffuser leurs campagnes.

Les comportements servant la diffusion de la désinformation

Les *deceptive behaviors*: font référence à l'ensemble des techniques utilisées par les *manipulative actors* pour assurer la viralité de leurs campagnes de désinformation. On peut par exemple distinguer les outils automatiques comme les *bot armées* des trucages manuels comme les fermes à troll ou à *likes*.

L'encadrement de la désinformation par celui des *deceptive behaviors* pose des enjeux généraux comme la détection de ces comportements et leur encadrement. Par ailleurs, les plateformes de contenus doivent faire face à des enjeux plus spécifiques comme celui du degré d'autonomisation à donner à la détection.

Les contenus trompeurs

Les *harmful contents*: constituent toute forme de publication dont le contenu justifie qu'elles soient considérées comme étant de la désinformation. Tout l'enjeu de l'encadrement de la diffusion des campagnes de désinformation par celui de la modération de contenu réside dans la définition des critères faisant basculer un contenu classique vers un contenu devant faire l'objet d'une limitation de la liberté d'expression, comme c'est par exemple le cas pour des propos haineux ou des contenus à caractère terroriste.

Ajouter un « D » pour Distribution ?

Afin de compléter le cadre d'analyse proposé par Camille François, le directeur exécutif de l'ONG *EU DisinfoLab*, Alexandre Alaphilippe, propose d'ajouter un quatrième vecteur : « *information Distribution* ».

Pour ce dernier, l'architecture structurant la distribution d'information sur Internet, et plus particulièrement le recours à des algorithmes de ciblage, constitue une vulnérabilité exploitée par les acteurs de la désinformation pour jouer sur la viralité de leurs campagnes. Il propose notamment de favoriser un mouvement de transparence des plateformes sur leurs algorithmes afin de faciliter la recherche en la matière.

- François, C. (2019). *Actors, Behaviors, Content: A Disinformation ABC, Highlighting Three Vectors of Viral Deception to Guide Industry & Regulatory Responses*, Transatlantic working group.

2016, le tournant des années électorales, l'urgence pour les pouvoirs publics

Dans leur rapport sur la manipulation de l'information, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcio, Marine Guillaume, Janaina Herrera, expliquent qu'à partir de 2016, la question de la mésinformation a été traitée sous un nouveau jour. Selon ces auteurs, on est passé d'un non-problème à une préoccupation majeure. *« La question de la responsabilité des plateformes quant à la nature des contenus diffusés à travers elles s'est posée pour la première fois de manière saillante dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Longtemps réticentes à évoquer publiquement le sujet des manipulations de l'information, les grandes plateformes ont été progressivement contraintes, par la pression des États et de la société civile, à se justifier puis à agir. La campagne présidentielle américaine de 2016 a été un double déclencheur »* (2018).

En France, le tournant se produit avec les *Macron Leaks*. Les inquiétudes sont nombreuses en raison de la montée des populismes et la poussée des gouvernements extrémistes non uniformes. En 2016, l'Union européenne charge un groupe d'experts d'étudier la question afin d'éviter que les mécanismes de manipulation et déstabilisation des élections américaines ne se reproduisent. Le rapport du groupe d'experts adopte une approche multidimensionnelle de la désinformation autour de cinq piliers : les plateformes n'y ont un rôle actif qu'à travers un seul de ces piliers (2018). En France, la loi organique relative à la manipulation de l'information de décembre 2018 vise en particulier la période électorale. Elle permet une nouvelle voie de référé civil pour faire cesser la diffusion des fausses informations durant les trois mois qui précèdent un scrutin national. Cette réglementation soumet aussi les plateformes *« à des obligations de transparence lorsqu'elles diffusent des contenus contre rémunération. Celles qui dépassent un certain volume de connexions par jour doivent avoir un représentant légal en France et rendre publics leurs algorithmes. »* (Article 11, 13 et 14). Néanmoins, pour Marc Faddoul, *« aujourd'hui, c'est compliqué de tenir les plateformes responsables car il y a un manque de transparence sur l'amplification et sur les décisions de promotion de contenus. Actuellement, il est impossible de savoir si une vidéo a eu 1 milliard de vues parce qu'elle a été recommandée 2 milliards de fois, ou parce que c'est une croissance progressive organique. »* Pour le chercheur, une ouverture des données des plateformes, via des API serait à recommander.

En complément et dans la perspective de l'année électorale à venir, le Gouvernement a aussi annoncé la création d'une structure anti-fake news chargée de détecter les manipulations de l'information fomentées par

des puissances étrangères et susceptibles de nuire à la sincérité des scrutins comme précisait le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Stéphane Bouillon, début juin 2021 devant l'Assemblée.

Des audits et solutions pour préserver les processus démocratiques

En plus des pressions des gouvernements et de la société civile, les inquiétudes des plateformes portent principalement sur le risque de perte du trafic, ce qui peut les inciter à agir. Elles veulent préserver la réputation des usagers pour que ces derniers ne partent pas du réseau. Dans une interview à *France Culture*, Maud Quessard explique que : « *Ils y pensent depuis 2016, les annonces de janvier 2020 [concernant les nouvelles mesures de lutte contre la désinformation] s'inscrivent dans un long processus pour avoir des bonnes pratiques et filtrer des contenus (infox, deep fake et cheap fake).* » (2020) Selon elle, plusieurs années d'audits internes au sein des plateformes ont permis de mettre en place des solutions pour éviter de nuire aux processus démocratiques.

Les plateformes proposent six réponses :

- sensibiliser les utilisateurs aux risques et aux enjeux de manipulation (guide de bonnes pratiques, pédagogie autour des algorithmes, etc);
- améliorer la détection des manipulations d'information (détection des *bots*, suppression de faux compte, etc);
- endiguer la diffusion et l'impact des campagnes de manipulations informationnelles (modération humaine, combat contre le *trolling*, mécanismes de signalement, etc.);
- réguler et coopérer (partage de liste de faux articles, retrait des contenus illégaux, etc.);
- promouvoir les bonnes pratiques des acteurs institutionnels (diminuer la visibilité de certains aux profits de contenus jugés comme fiables);
- analyser les mécanismes des campagnes de manipulations informationnelles (partenariat avec le monde de la recherche) (Jeangène Vilmer et al., 2018).

Concernant la détection des manipulations d'information, des récentes études, comme l'analyse de Graphika *DisQualified: Network Impact of Twitter's Latest QAnon Enforcement* (2021) montrent que les choix des plateformes, ici la suppression de comptes, ont un impact significatif sur la présence de la complosphère sur la plateforme. Néanmoins, les réponses des plateformes peuvent évoluer dans le temps, notamment en matière de catégorisation des contenus. Par exemple, Facebook a

actualisé ses règles de modération en février 2021. Pendant plusieurs mois, le réseau a modéré les *posts* qui attribuaient la genèse de l'épidémie de Covid-19 à des phénomènes non naturels afin de prévenir la diffusion de fausses informations, puis a changé sa position. Le 26 mai 2021, le groupe qui possède aussi Instagram fait savoir «*À la lumière des investigations actuelles sur les origines du Covid-19 et en consultation avec les experts de la santé, nous ne retirerons plus désormais de nos plates-formes les allégations sur le fait que le Covid-19 a été créé par l'homme ou a été fabriqué*» (Le Monde avec AFP, 2021). La *fake news* devient désormais une hypothèse parmi d'autres. Sur ce sujet, une forme de prudence tente peut-être de ne pas étouffer la liberté d'expression dans une surprotection.

Si certains argumentent que les IA peuvent être d'une précieuse aide pour la détection de fausses informations, d'autres estiment que, comme pour la modération des contenus, la réponse ne peut être uniquement technique mais hybride. Pour Thierry Poibeau (2021), les fausses informations se renouvellent sans cesse. S'il est possible de faire des classifications à priori des sites faible et non fiable, seul l'œil humain peut permettre un suivi actif.

En complément des actions des plateformes, certaines associations comme [Algotransparency](#) ou [Tracking.Exposed](#) ont choisi de se concentrer sur les algorithmes, pour les décortiquer et sensibiliser les utilisateurs à leur impact sur la médiation de l'information comme par exemple à travers l'initiative [Improve The News](#).

Pour certains d'experts, toutes les tentatives de lutte contre les rumeurs, fausses informations et infox ne fonctionnent que chez les gens qui ne sont pas enfermés dans les modes de réflexion complotistes, mais qui se posent des questions. C'est notamment ce qu'explique Sylvain Delouvée: *« Si on est pessimiste, on peut répondre assez rapidement en disant que ça ne sert à rien. La méfiance vis-à-vis des formes d'autorités instituées amènera tout bon complotiste à dire que cette nouvelle entité instaurée fait partie de ce système et nous ment. Je pense que ce type de moyens n'agirait pas sur les complotistes convaincus mais sur la frange des gens qui se posent des questions, qui est sensible aux discours complotistes sans en être un parfait artisan. »* (Retranscription de l'entretien à venir)

L'objectif ici est de confronter l'utilisateur avec une pensée qui va éveiller des questionnements. On peut noter, par exemple, les solutions techniques de diversification des points de vue: lorsqu'une fausse information circule, l'utilisateur va voir apparaître une liste de contre-narratifs. On peut aussi mentionner Twitter qui affiche en 2020 sous les tweets du Président américain Donald Trump la mention de « média trompeur ».

Malheureusement, les diverses tentatives de régulation et de vérification des fausses informations sur les plateformes peuvent aussi avoir des effets pervers. Par exemple, la suppression des contenus voire de groupes, appelée « déplateformisation », pousse les utilisateurs vers d'autres plateformes sans modération où ils ont toute liberté pour s'exprimer et où ils ont le sentiment de se retrouver entre semblables. Pour Sylvain Cavalier: *« C'est nous qui les poussons vers des bulles de filtres où ils sont juste entre eux, sans aucun contrôle ni moyen de protéger les gens. »* (Retranscription de l'entretien à venir)

Ce mécanisme empêche aussi toute forme de veille de leurs activités par les observateurs. De même, la baisse de la visibilité de certains mots clés affecte indistinctement les contenus complotistes et ceux créés dans un objectif de *debunking*. Enfin, si le mécanisme de certification des comptes permet de valider l'identité du porteur de compte, il ne dit rien du contenu des posts et peut être trompeur pour un utilisateur non averti. Pour Sylvain Cavalier: *« De fait, je pense que le mécanisme de certification actuel est imparfait et incomplet. Je serais plus enclin à ce qu'on dispose d'un "historique" des personnalités publiques, peu importe leur poste. Par exemple, on s'est aperçu que Donald Trump avait été certifié parce qu'il était président des États-Unis, alors même qu'il véhiculait beaucoup de fausses informations, évalué à presque 70 % par le site de vérification de faits POLITIFACT. »*

Une autre voie pourrait être celle de la modération communautaire. Wikipédia est souvent cité comme un exemple assez unique sur ce sujet. Pour Marc Faddoul la décentralisation de la modération et la sollicitation de tiers parties permettraient d'augmenter

la crédibilité des informations (qui reposerait sur une certification collective) ainsi que la contextualisation des informations. Néanmoins la modération communautaire rencontre aussi des limites. Le manque de diversité dans les communautés de modérateurs a souvent été mis en avant et le modèle n'a toujours pas réussi de passage à l'échelle.

Dans une perspective futuriste, il est possible de se demander si dans les années à venir nous verrons émerger des bloqueurs de fausses informations comme nous avons vu arriver les bloqueurs de publicité.

QUESTIONNONS-NOUS

- La solution est-elle dans le web ?
- Les pratiques collaboratives peuvent-elles prendre une échelle suffisante pour répondre aux problématiques de vérification ?
- Quelles nouvelles formes de collaboration/coopération entre États, plateformes et individus doivent être inventées pour adresser ces différents enjeux de désinformation et de désinformation ?

RÉFÉRENCES

- Hao, K. (2021). How Facebook got addicted to spreading misinformation, *MIT Review*.
- Vie publique, (2019). Fausses nouvelles, manipulation de l'information: comment lutter contre les « fake news » ?. [consulté en mai 2021]
- Greilsamer L., Paulic, M. Entretien avec Laurent Bigot: « une fake news peut conduire à des affrontements mortels ». Fake news, mensonges et vidéos. Le Un hebdo. 2 juin 2021.
- Jeangène Vilmer, J. B., Escorcia, A., Guillaume, M., Herrera, J. (2018). *Les Manipulations de l'information: un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris.
- HLEG (2018). A multi-dimensional approach to disinformation, Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation. European commission.
- Loi organique n° 2018-1201 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information.
- Quessard, M. (2020). GAFA et fausses informations: comment sécuriser les élections américaines ?, in Erner, G., *La question du jour*, France Culture.
- Graphika Blog, *DisQualified: Network Impact of Twitter's Latest QAnon Enforcement*, 22 février 2021
- Le Monde avec AFP. Origines du Covid-19: Facebook ne va plus supprimer les théories sur le virus issu d'un laboratoire, *Pixel, LeMonde.fr*, 27 mai 2021.
- Poibleau, T. Peut-on détecter des fake news automatiquement ?. *The Conversation*, 26 mai 2021.

LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES

- Sylvain CAVALIER, YouTuber sur la chaîne « Le debunker des étoiles ».
- David CHAVALARIAS, Directeur de l'Institut des Systèmes Complexes.
- Sylvain DELOUVÉE, Maître de conférences habilité à diriger des recherches en psychologie sociale à l'Université de Rennes (membre du Laboratoire de Psychologie: Cognition, Communication et Comportement). Co-auteur avec Sebastian Dieguez de *Le Complotisme: Cognition, Culture, Société* (éditions Mardaga, octobre 2021).
- Pascale DUVAL, Porte-parole de l'UNADFI (Union nationale des Associations de défense des Familles et de l'Individu victimes de sectes).
- Marc FADDOUL, Chercheur à la *School of Information* de University of California, Berkeley et au sein du projet Tracking Exposed.
- Camille FRANÇOIS, *Chief Innovation Officer* chez Grahika.
- Mathias GIREL, Maître de conférences en philosophie à l'École Normale Supérieure, Directeur de l'UMS 3610 CAPHES (CNRS-ENS), Membre statutaire de l'USR3608 République des Savoirs (CNRS/ENS-Collège de France).
- Julien GIRY, Docteur en Science Politique de l'Université de Rennes 1, Chercheur post-doctoral Université /IUT de Tours/PRIM (EA 7503) au sein du programme ANR « Vijie » (Vérification de l'Information dans le Journalisme, sur Internet et l'Espace public), Chercheur associé à l'IDPSP (EA 4640) — Université de Rennes 1.
- Philippe HUNEMAN, Directeur de recherche à l'IHPST (Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (CNRS/Paris I Panthéon Sorbonne)).
- Marie PELTIER, Historienne, professeure à la Haute École Galilée de Bruxelles.
- Denis PESCHANSKI, Historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et des sciences de la mémoire. Directeur de Recherche au CNRS. Directeur scientifique de l'équipement d'excellence Matrice. Président des conseils scientifiques du Mémorial de Caen et du Mémorial du camp de Rivesaltes. Co-responsable scientifique du Programme 13 Novembre.
- Rudy REICHSTADT, Président et fondateur de *Conspiracy Watch*.
- Éric SALOBIR, Président d'Optic et membre du Conseil national du numérique.

Le Conseil national du numérique est une commission consultative indépendante, chargée d'interroger la relation de l'humain au numérique prise dans toute sa complexité et de formaliser les problématiques qui y sont liées. Il vise à mettre en partage les éléments utiles à la pensée individuelle et collective ainsi qu'à la décision publique en France et en Europe. Il est composé d'un collège interdisciplinaire de 17 membres nommés par le Premier ministre et de 4 parlementaires désignés par les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale pour 2 ans. Le Conseil national du numérique est placé auprès du secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques. Il est institué par le décret du 2017 modifié par le décret du 13 février 2021.

Ce dossier a été réalisé par Adrien Basdevant et Rahaf Harfoush, membres du Conseil national du numérique, avec le précieux concours de Nathalie Bouarour, Joséphine Hurstel et Leila Amanar rapporteuses, ainsi que des autres membres du secrétariat général du CNNum.

CONTACT

info@cnnumerique.fr

Conseil national du numérique
67 Rue Barbès, 94 200 Ivry-sur-Seine

